



## **ACTIVITIES ET DECLARATIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE**

**Du Conseil de Luanda en novembre 2015  
au Conseil de Genève en juillet 2016**





INTERNACIONALE SOCIALISTE

A PROPOS DE L'IS | COMITÉS | COMMISSIONS | CONSEILS | CONGRÈS | BIBLIOTHÈQUE | ACCUEIL

| CONSEILS ANTÉRIEURS

| CONSEIL



## Réunion du Conseil de l'IS à Luanda, Angola

27-28 NOVEMBRE 2015

27-28 novembre 2015

| IMAGES (81)

| IMAGES



+51



Latifa Perry

L'Internationale socialiste a tenu sa seconde réunion du Conseil en 2015 à Luanda, accueillie par le MPLA, son parti membre en Angola. Les participants se sont retrouvés dans la capitale angolaise en représentation des partis et organisations membres de l'IS en Afrique, en Europe, en Amérique latine, en Asie et au Moyen-Orient. La réunion a examiné les thèmes principaux, « œuvrer pour la stabilité, la paix et la sécurité dans le monde à une période de crise », « Lutter pour l'égalité et les progrès communs dans un monde interdépendant » et « COP21 - Notre but pour un accord universel et contraignant, des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis ».

La réunion a débuté par une minute de silence en mémoire de toutes les personnes récemment tuées par des attentats terroristes dans le monde. Ce soutien et cette solidarité se reflètent aussi dans la [déclaration](#) adoptée ultérieurement, qui présente la position de l'IS concernant la menace terroriste.

Une autre [déclaration](#) majeure a été adressée à la conférence COP21 à Paris, qui devait ouvrir à peine deux jours après le Conseil. Cette déclaration contenait les buts et priorités de l'Internationale pour un accord universel et contraignant, avec des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis.

La réunion a été ouverte par le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, qui a souligné le caractère global des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, qu'ils soient conflits dans un coin du monde ou la lutte pour les libertés et les droits partout. La réunion du Conseil est une manifestation de l'engagement de l'IS à apporter des réponses aux défis mondiaux, à obtenir la paix, la démocratie, l'égalité et les droits humains, et à lutter contre le terrorisme et le changement climatique. Des membres de l'IS ont été élus dans le monde entier pour faire progresser ce programme. Il a remercié chaleureusement le parti hôte pour son hospitalité et félicité les Angolais pour le récent anniversaire de leur indépendance.

Dans son discours inaugural, le Président de l'IS, George Papandreou, a également rendu hommage au peuple angolais à l'occasion du quarantième anniversaire de l'indépendance de son pays, notant que depuis la fin de sa guerre civile il était devenu une démocratie florissante libre d'interventions extérieures, engagée au plan international dans la région des Grands lacs et au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a rappelé l'interdépendance des problèmes de l'humanité, avec la crise des réfugiés liée au terrorisme, à l'insécurité et à l'inégalité. Il a souligné qu'une action militaire contre les terroristes ne pourra être efficace qu'en tandem avec un plan de transition pacifique.

Les participants ont été chaleureusement accueillis en Angola par Julião Mateus Paulo, secrétaire général du MPLA et vice-président de l'IS. Il a rappelé les 500 ans d'histoire coloniale qui ont précédé l'indépendance de l'Angola et la longue guerre civile qui a suivi, et rapidement présenté la voie empruntée par le gouvernement pour

le développement depuis 2002. Il a expliqué qu'il existait de nouvelles tensions militaires, économiques et sociales au niveau international et que l'Angola recherchait une paix durable en Afrique et s'était engagé dans des initiatives dans la région des Grands lacs.

Sur le premier thème principal, Manuel Augusto, secrétaire d'État aux relations internationales au gouvernement angolais, a présenté l'engagement du pays dans la sphère internationale en faveur des processus de paix, notamment en Afrique. Pendant les débats, les représentants des pays récemment touchés par le terrorisme se sont exprimés avec beaucoup de dignité et de solennité. Le Conseil a été informé des mesures prises par le président François Hollande et le président Ibrahim Boubacar Keita en réponse aux récents attentats terroristes commis à Paris et Bamako, les représentants de leurs partis soulignant leur détermination à vaincre ce fléau et demandant la solidarité et le soutien des personnes présentes et de la communauté internationale dans cette lutte.

La variété et la qualité des interventions ont souligné la volonté et la détermination de toutes les personnes présentes à lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes et à faire du monde un lieu plus paisible, plus stable et plus sûr. En plus de la déclaration détaillée du Conseil sur ce thème, une [déclaration](#) séparée sur la crise des réfugiés a été adoptée, reconnaissant le lien entre les conflits et le terrorisme et les flux de migrants qui existent actuellement dans le monde. Cette déclaration demande instamment à la communauté internationale et à l'Union européenne de prendre leur responsabilité morale face à des afflux de réfugiés pratiquement sans précédent.

Sur le thème de l'égalité, des opinions très variées ont été exprimées, défendant l'égalité sous de nombreuses formes - à la fois entre les plus riches et les plus pauvres dans la société, entre les pays développés et en développement, et entre les sexes et les différents groupes sociaux. Les participants ont souligné les défis rencontrés pour faire en sorte que les avantages du développement touchent tous les secteurs de la population, ainsi que l'importance du rôle que la social-démocratie aurait à jouer dans ce processus. La diversité des contributions au débat a souligné le travail important qui sera fait par la Commission de l'IS sur l'égalité, qui se réunira courant 2016 pour définir les approches et priorités du mouvement social-démocrate dans la lutte pour éliminer les inégalités dans l'économie mondiale.

Les dates du Conseil, juste avant l'ouverture de la conférence COP21 à Paris, ont donné l'opportunité de lui adresser un message fort pour un résultat des négociations sur le climat basé sur des idéaux social-démocrates, et pour la progression vers une société mondiale plus durable. Fátima Jardim, ministre de l'Environnement de l'Angola, a présenté une introduction du débat, soulignant l'engagement de son pays pour un résultat positif à la conférence, et les mesures qu'il prenait pour réduire ses propres émissions. En plus de la déclaration du Conseil sur le changement climatique et COP21, le secrétaire général a signalé que l'IS aura une présence à Paris pour que la voix social-démocrate et ses propositions soient entendues au cours des débats.

Le Conseil a réservé un accueil particulièrement chaleureux au prisonnier politique récemment libéré Mikalai Statkevich, incarcéré au Bélarus pendant quatre ans et huit mois sur la base de fausses accusations après les élections présidentielles frauduleuses de 2010, dont une grande partie en isolement cellulaire. Il a raconté les circonstances de son arrestation et de son incarcération au Conseil et a remercié l'Internationale socialiste pour ses efforts inlassables afin d'obtenir sa libération de prison.

Reconnaissant l'hospitalité fraternelle du parti hôte et le jalon que représente cette année dans l'histoire de l'Angola, le Conseil a adopté une [déclaration](#) marquant la lutte historique et la guerre civile en Angola, et les progrès accomplis en direction de la paix et de la réconciliation depuis sa conclusion. Un [déclaration](#) a également été adopté concernant les prochaines élections législatives au Venezuela.

Le Conseil a écouté un rapport de la réunion du Comité éthique de l'IS tenue à Londres en octobre, et ses recommandations concernant les demandes d'adhésion et les changements de statut d'adhérent. Le Conseil a approuvé le passage à membre de plein droit du Parti social-démocrate biélorusse (BSDP), du Parti social-démocrate égyptien (ESDP), du Parti social-démocrate national (OSDP, Kazakhstan), du Parti démocratique progressiste (PDP, Paraguay) et de Un temps nouveau (UNT, Venezuela). Les nouveaux partis membres admis au sein de l'organisation étaient le Parti démocratique du Kurdistan (KDP, Iran), en tant que membre à part entière et le Parti social-démocrate (TDP, Chypre) et le Parti de l'union démocratique (PYD, Syrie) en tant que membres consultatifs. Le Forum social-démocrate arabe est devenu une organisation associée de l'Internationale socialiste.

Le Conseil a également approuvé le rapport du Comité finances et administration de l'IS et adopté le [budget](#) 2016. Le rapport du Comité faisait le point sur le paiement des cotisations, une condition de l'adhésion qui, conformément aux statuts, est résiliée si les cotisations ne sont pas payées pendant trois ans.

Pour conclure la réunion, le secrétaire général a remercié le parti hôte pour son hospitalité et a annoncé que l'IS mettrait en avant les principes et positions de l'organisation lors de sa présence à la COP21 la semaine suivante. Le président de l'IS a clôturé la réunion en déclarant qu'à une époque de paradoxes et de contradictions, la politique ne doit pas être confinée aux frontières nationales mais doit être internationale et inclusive afin de lutter contre les divisions, la haine, le populisme et la xénophobie. Il est impossible de résoudre les problèmes en se cachant derrière des murs et il incombe à toutes les personnes présentes d'œuvrer ensemble pour un monde meilleur.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Luanda, 27-28 novembre 2015

**Déclaration sur la stabilité, la paix et la sécurité dans le monde**

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale socialiste, réuni à Luanda les 27 et 28 novembre 2015, a discuté des récents développements en rapport avec la stabilité, la paix et la sécurité dans le monde. En particulier, le Conseil a rappelé ses récentes déclarations à New York en juillet 2015 et à Genève en décembre 2014.

Reconnaissant le terrorisme mondial comme une menace fondamentale pour la paix, la sécurité, la stabilité et les valeurs et principes communs de notre organisation, le Conseil :

Exprime sa plus profonde sympathie avec toutes les victimes des atrocités terroristes. Au cours des dernières semaines, nous avons assisté à la perte tragique de vies innocentes au cours d'attentats en Égypte, en France, en Irak, au Liban, au Mali, au Nigeria, en Syrie, en Tunisie et en Turquie.

Condamne sans exception ces actes et offre son soutien sans réserve à ceux qui sont en première ligne de la lutte contre le terrorisme.

Réaffirme sa solidarité et son soutien du gouvernement du Mali, dirigé par le président Ibrahim Boubacar Keita, qui a engagé une lutte pour obtenir la paix, la démocratie et le progrès économique pour tous les habitants du Mali.

Réaffirme sa solidarité et ses condoléances aux Français, au parti socialiste français et au président François Hollande, qui ont fait preuve de beaucoup de courage et de conviction suite aux choquantes attaques à Paris, et qui partagent notre objectif d'éradication des auteurs et de leur idéologie.

Exprime sa solidarité avec son parti membre en Tunisie, Ettakatol, qui a été l'un des architectes de la démocratie tunisienne, qui doit être respecté et protégé en tant que véritable contre-exemple de la rhétorique des terroristes.

Exprime son soutien et sa solidarité au gouvernement du Nigeria et au président Muhammadu Buhari dans leur lutte déterminée pour protéger leur peuple contre le terrorisme de Boko Haram.

Réaffirme son soutien total au gouvernement du Niger, dirigé par le président Mahamadou Issoufou, dans ses efforts pour maintenir le terrorisme hors des frontières du pays, approfondir la démocratie et garantir le développement.

Souligne également sa solidarité avec le peuple du Cameroun et du Tchad qui a souffert du terrorisme et demande une coopération internationale concertée pour vaincre Boko Haram dans tous les pays où il opère.

Salue l'héroïsme et la bravoure des forces kurdes en Irak et en Syrie, qui défendent la démocratie et les droits humains sur les lignes de front de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Le Conseil réaffirme une fois de plus l'engagement du mouvement social-démocrate mondial à maintenir la paix et résoudre les conflits. En ligne avec cet engagement fondamental, le Conseil :

Réaffirme l'importance d'une solution politique à la guerre civile en Syrie qui entame sa cinquième année et a déjà fait plus de 250 000 victimes.

Exprime son soutien des efforts faits pour obtenir un cessez-le-feu en Syrie, y compris les pourparlers qui se sont déroulés à Vienne sous les auspices du Groupe international de soutien à la Syrie (International Syria Support Group ou ISSG en anglais). Une paix durable exigera la coopération et le soutien multilatéraux de tous les grands acteurs internationaux.

Demande une action coordonnée afin de vaincre Daech/ISIS et les autres organisations terroristes afin de protéger les victimes innocentes du terrorisme. Ceci englobe des mesures plus strictes pour limiter leur financement, leur accès aux armes et l'arrivée des combattants étrangers en Syrie et en Irak.

Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'unisse au sein d'une coalition anti-terroriste universelle basée sur une compréhension commune des objectifs et buts, ainsi que pour des actions communes cohérentes et transparentes qui garantiront une compréhension et une confiance mutuelles.

Appuie l'appel de la Résolution 2249 du Conseil de sécurité des Nations unies demandant aux États ayant la capacité de prendre toutes les mesures nécessaires, conformément au droit international, pour redoubler et coordonner leurs efforts en vue d'éviter et d'étouffer les actes terroristes commis par Daech et d'autres groupes terroristes.

Exprime son inquiétude que l'avion militaire russe abattu par la Turquie fasse augmenter les tensions et mette en péril les efforts pour construire une coalition unifiée contre le terrorisme.

Souligne son engagement envers une transition politique dirigée par la Syrie pour préparer l'organisation d'élections libres et justes et l'investiture d'un gouvernement qui sera le représentant légitime du peuple syrien et de tous les groupes de la société, quel que soit leur ethnie.

Exprime sa grande inquiétude pour les personnes qui vivent sur le territoire actuellement occupé par Daech et qui souffrent quotidiennement sous ce régime barbare. Parmi les victimes se trouvent les femmes et les enfants soumis à la pratique abominable d'être vendus en esclavage.

Considère qu'une résolution négociée du conflit en Syrie et un retour à la paix et à la sécurité sont des composants indispensables de la lutte contre Daech.

Considère également que la montée de Daech a été facilitée par le conflit en Syrie et que la résolution de ce conflit contribuera à ramener la stabilité dans la région, y compris en Irak.

Réaffirme son engagement à résoudre les autres conflits en cours, reconnaissant le rôle que l'IS et ses partis membres peuvent jouer à cet égard.

Considère donc que la paix et la stabilité régionales dépendent d'une solution à deux États du conflit entre Israël et la Palestine, basé sur la reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et la fin de l'occupation et des peuplements.

Encourage de manière décisive les efforts des Nations unies pour trouver une solution politique au Sahara occidental conformément aux résolutions de l'ONU.

Demande au Maroc et au Front Polisario de renouveler et d'intensifier les négociations directes comme l'a demandé le Secrétaire général de l'ONU, dans la recherche d'une solution durable au sein de la structure définie par les Nations unies.

Insiste sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale de transition en Libye et exprime son soutien aux Nations unies et à la communauté internationale dans leurs efforts pour consolider la réconciliation dans un pays clé de la région, de manière sérieuse, constante et constructive.

Continuera à suivre de près les efforts actuels pour mettre fin à la division de l'île de Chypre et considère comme très importantes les mesures qui ont été prises pour instaurer la confiance et les autres mesures basées sur nos principes et valeurs, ainsi que les résolutions des Nations unies pour trouver une solution au problème de Chypre sur la base d'une fédération à deux zones et à deux communautés.

Convaincue de la nécessité pour l'Internationale socialiste de poursuivre ses efforts de travail concret vers la stabilité, la paix et la sécurité dans le monde, et de ses responsabilités en la matière, l'Internationale lancera d'autres initiatives se focalisant sur ces buts et restera saisie de la question au cours des prochains mois.

---

**Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste**  
**Luanda, 27-28 novembre 2015**

**Déclaration sur le changement climatique et COP 21**

Original : anglais

Suite aux débats sur le changement climatique et le Sommet COP21 lors de la réunion du Conseil de l'Internationale socialiste à Luanda, les participants ont reconnu l'acceptation grandissante du changement climatique comme la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité, et la nécessité d'une action urgente et significative de la part de tous les pays du monde. Le sommet de Paris pourrait bien être la dernière chance d'éviter une catastrophe mondiale et le Conseil a présenté la vision de l'Internationale socialiste pour un accord universel et contraignant, des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis, en demandant :

1. Des objectifs plus ambitieux concernant les émissions, pour limiter la hausse des températures dans le monde à 2°C ;
2. Un résultat axé sur la justice climatique ;
3. Le financement du Fonds vert pour le climat jusqu'en 2020 et au-delà ;
4. Une assistance supplémentaire pour des mesures d'adaptation dans les pays souffrant déjà des effets du changement climatique ;
5. La fin des subventions aux combustibles fossiles ;
6. Une action concertée pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts ;
7. Des initiatives en faveur d'une agriculture plus efficace et d'une consommation responsable ;
8. L'introduction d'une taxe mondiale sur le carbone ;
9. Un accord sur le climat en harmonie avec les Objectifs mondiaux ;
10. Un système robuste de mesure, notification et vérification des progrès en direction des objectifs de réduction des émissions.
11. L'Internationale socialiste, ses partis membres et les participants au Conseil prendront des mesures pour réduire leur propre impact environnemental.
12. Les représentants des partis membres de l'IS doivent prendre les devants à Paris.

**1. Les engagements actuels ne sont pas suffisants**

L'ONU a reçu les objectifs de réduction d'émissions sous forme de contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) des pays responsables de plus de 90 pour cent des émissions mondiales, ce qui indique la volonté de la part de la majorité des pays et gouvernements à œuvrer pour trouver un accord mondial à Paris. Mais les promesses faites sont seulement suffisantes pour limiter l'augmentation des températures dans le monde à 2,7° - 3°C, un niveau bien supérieur à l'objectif de 2°C défini dans l'accord de Copenhague. Le niveau d'ambition doit être relevé et l'accord éventuellement signé à Paris doit inclure au minimum des mécanismes de révision à la hausse des objectifs d'émissions si nous voulons avoir la moindre chance de respecter l'objectif de 2°C pour l'augmentation des températures dans le monde. Ceci exige d'établir un cycle de cinq ans dans le cadre duquel les pays auront l'obligation de renforcer leurs engagements, pour introduire des réductions d'émissions progressivement plus strictes. Les pays doivent compléter leurs engagements par le développement et l'adoption de « Deep Decarbonization Pathways » afin de garantir un avenir zéro carbone pour la planète.

**2. Justice climatique et responsabilités communes mais différenciées**

Le principe de la justice climatique vient de notre propre mouvement et a toujours été au cœur de notre politique climatique. L'IS continue à soutenir le principe des responsabilités communes, mais différenciées, en reconnaissance du devoir des pays développés à faire plus et à aller plus loin dans

leurs engagements à cause de leur responsabilité historique pour les émissions de gaz à effet de serre.

### **3. Financement et le Fonds vert pour le climat**

Un obstacle potentiel pour des objectifs ambitieux est le problème du financement. Le Fonds vert pour le climat, qui crée une réserve financière pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, est donc un élément crucial de tout accord sur le climat. Bien que des mesures importantes aient été prises pour obtenir le financement initial du Fonds, le total des engagements est cruellement insuffisant et les accords atteints à Lima et à la COP20 ne définissent pas de délais clairs pour l'augmentation des fonds. L'écart entre le montant actuellement engagé et les 100 milliards de dollars par an promis après 2020 doit être comblé. L'absence d'une voie claire a été interprétée par certains partenaires dans les pays en développement comme le signe d'un manque d'engagement envers le Fonds de la part des parties de l'Annexe I. En l'absence de progrès significatifs, les négociations à Paris se dérouleront dans un climat de méfiance de la part des pays qui dépendront de ces fonds dans les années à venir. Un accord sur la provenance du financement à partir de 2020 est donc indispensable pour obtenir un accord ayant le niveau d'ambition nécessaire.

### **4. Aide supplémentaire à l'adaptation lorsqu'elle est déjà nécessaire**

Il est important de reconnaître que les effets du changement climatique se font déjà ressentir dans de nombreux pays, et de manière disproportionnée dans les économies les moins développées du monde. Il est donc nécessaire de s'assurer qu'un financement adéquat sera accordé non seulement à l'atténuation du changement climatique, mais aussi à l'adaptation. La nécessité regrettable d'investir dans des mesures coûteuses pour atténuer les effets du changement climatique dans les zones vulnérables doit servir d'avertissement comme quoi un manquement à agir maintenant, quand il reste une chance d'éviter un changement climatique extrême, entraînera des coûts bien plus élevés à long terme.

### **5. Fin des subventions aux combustibles fossils**

Si l'on veut atteindre les objectifs de réduction des émissions de carbone, il est impératif de mettre fin à notre dépendance sur les combustibles fossiles. Pour cela, il faudra commencer le processus d'abolition systématique de toutes les subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation d'énergie et sont un grand obstacle au progrès. Il doit s'agir d'un processus soigneusement géré et mis en œuvre de manière à ne pas gêner le développement. Le but doit être de remplacer le subventionnement des combustibles fossiles par le subventionnement des énergies propres par le biais d'investissements dans l'économie verte, qui auront des avantages à long terme au plan économique et environnemental.

### **6. Réduire les émissions de l'exploitation forestière (REDD+)**

L'accord atteint à la COP21 doit introduire des réductions des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, y compris la déforestation et la dégradation des forêts, qui représentent pratiquement 20 pour cent du total mondial. Nous réaffirmons notre soutien du mécanisme REDD+, dont le but est de créer une valeur financière pour le carbone emmagasiné dans les forêts, et d'offrir des incitations aux pays en développement pour réduire les émissions provenant des terres boisées par le biais d'investissements dans des voies pauvres en carbone afin d'obtenir un développement plus durable. REDD+ inclut aussi le rôle de la protection, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks en carbone des forêts.

### **7. Réduire les émissions de l'agriculture**

La réduction des émissions de l'agriculture a un avantage environnemental significatif car ce secteur est directement responsable de plus de 10 pour cent du total des gaz à effet de serre produits par les activités humaines. Les mesures de réduction des émissions peuvent aussi améliorer l'efficacité, ce qui aura une incidence sur les coûts et permettra de réaliser des économies. Il faut également travailler sur la sensibilisation du public à l'importance des émissions provenant de la production des aliments que nous consommons, pour que les consommateurs puissent faire des choix meilleurs et plus respectueux de l'environnement.

## **8. Une taxe mondiale sur le carbone**

Une taxe mondiale sur le carbone encouragerait les gouvernements, entreprises et citoyens à réduire leur dépendance aux ressources émettrices de carbone. Le produit de cette taxe pourrait être utilisé de manière extrêmement utile pour réduire le coût de l'énergie venant d'autres sources, pour financer les mesures d'atténuation du changement climatique et de l'adaptation, et pour encourager un développement durable comme moyen de mettre fin à la pauvreté. Créer une relation entre le coût carbone des aliments que nous consommons et leur coût monétaire serait aussi un outil efficace pour encourager l'adoption d'habitudes alimentaires plus durables au plan environnemental.

## **9. Un résultat qui reflète les Objectifs mondiaux**

Notre vision d'un avenir durable inclut aussi la réalisation des objectifs du développement durable convenus lors du Sommet des Nations unies pour le développement durable à New York en septembre dernier. La réalisation des objectifs sur l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités, l'obtention de l'égalité des sexes et la construction d'un monde plus sûr va de pair avec la volonté de lutter contre le changement climatique qui peut exacerber de nombreuses difficultés rencontrées par le monde en développement.

## **10. Mesure, notification et vérification**

Les tentatives précédentes pour trouver un accord se sont heurtées à des difficultés, en partie à cause d'un manque de confiance quant à la sincérité des pays dans leurs engagements à réduire les émissions. C'est pourquoi un robuste système de mesure, de notification et de vérification (MNV) est nécessaire. Lorsque les pays dont l'économie est en développement n'ont pas de capacités suffisantes pour mesurer de manière efficace et précise, les ressources et l'expertise technologiques et logistiques doivent être partagées afin d'obtenir un système MNV.

## **11. Responsabilité individuelle**

Le Conseil de l'IS estime que la lutte pour éviter un changement climatique irréversible est importante au plan personnel, politique et gouvernemental. C'est pourquoi les partis membres de l'IS affirment leur détermination de prendre des mesures concrètes pour réduire leur impact sur l'environnement et d'encourager leurs membres à en faire de même. Notre mouvement pourra ainsi diriger par l'exemple dans ses actions ainsi que dans ses politiques. Dans cette optique, l'Internationale socialiste cherchera à réduire l'impact environnemental de ses propres réunions en explorant des manières de réduire l'utilisation de supports imprimés grâce à la distribution électronique des documents.

## **12. Prendre les devants à la COP21**

En l'absence d'engagements forts à Paris, l'avenir de la planète semble bien sombre. Nous sommes convaincus qu'en respectant la structure ci-dessus COP21 peut représenter le moment où le monde s'unit pour évoluer vers une société mondiale durable. Le Conseil demande donc tout particulièrement aux partis membres de l'IS qui gouvernent d'œuvrer sans relâche durant cette conférence pour obtenir un résultat bâti sur des idéaux social-démocrates.

---

**Déclaration sur la crise des réfugiés**

Original: anglais

L'Internationale socialiste se préoccupe grandement de la situation des réfugiés dans le monde, qui est devenue une crise humanitaire extrêmement grave. Le Conseil réaffirme donc l'engagement absolu de l'IS envers les droits humains des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, énumérés de manière exhaustive dans sa Charte des droits des migrants. Les groupes les plus vulnérables tels que les mineurs non accompagnés et les femmes ont besoin d'interventions spéciales.

Le Conseil encourage l'Union européenne à trouver une réponse collective à l'arrivée des réfugiés, tous les États membres devant prendre leur responsabilité morale de faciliter la redistribution des demandes d'asile. L'Europe doit développer une politique unifiée concernant les demandes d'asile. L'adoption d'un statut d'asile européen serait une étape positive dans cette direction. En conséquence de l'absence d'une politique complète, de nombreux États membres continuent à afficher un manque total de solidarité avec les réfugiés et semblent déterminés à abandonner leur responsabilité morale et légale collective. Nous abominons les violations des droits humains et les discours xénophobes et anti-immigration entendus dans certains États, qui visent les réfugiés et les migrants. Ces pratiques et attitudes ont placé un fardeau excessif sur les États aux premières loges dans la région, tels que le Liban, la Jordanie, la Turquie et l'Irak, ainsi que sur les pays qui sont les points d'entrée tels que la Grèce et les pays des Balkans. Quatre-vingt dix pour cent des personnes déplacées sont déplacées au sein d'un pays pauvre ou dans un autre pays pauvre, et la pression sur ces États ne peut qu'augmenter. Seulement dix pour cent de tous les réfugiés dans le monde cherchent refuge depuis un pays pauvre dans un pays riche.

Un grand nombre des réfugiés et migrants actuels dans le monde fuient un conflit et de grands efforts de résolution des conflits sont nécessaires en plus d'une assistance humanitaire urgente. La persistance des conflits, du terrorisme et de l'insécurité, ainsi que le manque de démocratie et de gouvernance suppriment totalement les opportunités et les prospects et doivent être résolus si nous voulons mettre un terme à la crise des réfugiés.

L'absence de soutien aux réfugiés fuyant la guerre civile en Syrie risque d'alimenter un nouveau cycle de désaffection, d'aliénation et de radicalisation parmi les jeunes qui se sentent vulnérables; abandonnés et indésirables. Il est donc d'autant plus urgent de faire en sorte que les ressources nécessaires sont disponibles pour une assistance humanitaire à grande échelle afin de répondre au minimum aux besoins alimentaires, sanitaires et éducatifs des personnes forcées d'abandonner leur pays.

Nous sommes bien conscients que le flux de réfugiés va continuer voire augmenter. L'absence d'une politique coordonnée de la part de l'Europe et de la communauté internationale va encore exacerber la crise humanitaire. Nous demandons à la communauté internationale de développer une stratégie complète pour s'attaquer aux causes premières du récent exode de réfugiés. En particulier, une feuille de route convenue pour la transition vers une Syrie paisible et démocratique est fondamentale. Cette feuille de route pour la Syrie exige la coopération et la participation totales de la communauté internationale et des pays limitrophes et de la région. Si cette feuille de route

pouvait être acceptée et respectée, un grand pas serait accompli en direction de la paix dans la région. Cela donnerait à de nombreux réfugiés un espoir et une véritable perspective de retour et de participation à la reconstruction de leur pays, et à la construction d'une Syrie démocratique.

L'IS répète que bien que l'attention des médias ait mis en avant l'exode des réfugiés de la Syrie vers l'Europe, cette situation est un problème global qui touche de nombreuses régions du monde. Selon les Nations Unies, le continent africain compte le plus grand nombre de réfugiés économiques. Les réfugiés en Afrique quittent leurs pays du fait des guerres et des conséquences économiques et sociales engendrées notamment par le sous-emploi. Des dizaines de milliers d'Africains quittent leurs pays à la recherche d'une meilleure vie en Europe, en tentant de traverser la Méditerranée où, malheureusement, beaucoup de ces jeunes périssent. L'Union européenne et les gouvernements européens sont interpellés face à ce drame qui requiert des décisions aussi bien pour assurer à ces réfugiés un meilleur accueil en Europe que pour veiller aux conditions de leur sortie de leur pays et du continent africain.

---

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Luanda, 27'28 novembre 2015

**Déclaration sur l'Angola**

Le Conseil de l'Internationale Socialiste a tenu sa deuxième réunion ordinaire annuelle du 27 au 28 novembre 2015 à Luanda, capitale de la République de l'Angola. Année où ce pays commémore le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la proclamation de l'indépendance nationale, après cinq siècles d'occupation coloniale.

Depuis son indépendance, l'Angola s'est avéré être une poignée ferme dans la lutte contre la colonisation en Afrique en faveur de mettre fin au régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud, de mettre fin à la ségrégation en Namibie et au Zimbabwe, ce qui lui a coûté plus de vingt ans de guerre fratricide avec la participation des armées étrangères et de mercenaires qui ont complètement détruit le pays et désintégré des familles en créant un traumatisme irréparable.

Avec sagesse, les Angolais ont conquis la paix, ils sont en train de promouvoir la réconciliation nationale, la reconstruction des infrastructures du pays, l'atténuation du traumatisme, l'édification de leur économie, tout en travaillant en faveur d'une société véritablement démocratique fondée sur les valeurs universelles de liberté, des droits de l'homme et de la justice sociale.

Avec sympathie, les participants ont constaté que sous la direction de notre parti membre, le MPLA, l'Angola conduit une marche déterminée et orientée vers la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, fondé sur le respect des libertés fondamentales des citoyens.

Face à cela, les participants à la deuxième réunion ordinaire annuelle du Conseil de l'Internationale Socialiste encouragent le MPLA et son leader José Eduardo dos Santos à continuer dans cette voie et à ne pas cesser de multiplier des efforts à fin de contribuer à la conquête de la paix dans le continent Africain, durement affecté par des guerres fratricides, des actions des groupes terroristes, créés, soutenus et financés par les pays qui convoitent leurs ressources naturelles en échange de l'extension du sous-développement, de la misère et de la dépendance.

---

**Déclaration sur les élections législatives du 6 décembre au Venezuela**

Original : espagnol

L'Internationale suit avec inquiétude la situation politique, économique et sociale difficile qui s'installe actuellement au Venezuela et la descente progressive du pays vers une détérioration des valeurs démocratiques et de la coexistence politique qui sont les piliers des systèmes politiques démocratiques. Nous demandons donc au gouvernement bolivarien du Venezuela de faire tous les efforts possibles pour créer les conditions et l'environnement politique favorables à un climat d'harmonie et de paix pendant les prochaines élections législatives qui se tiendront le 6 décembre.

Nous demandons au Conseil national électoral (CNE), aux différents acteurs politiques du pays et à l'Unasur de lancer un dialogue politique qui facilitera véritablement les conditions d'un processus électoral juste et équitable, avec la présence d'observateurs internationaux dont les différentes ONG nationales et internationales et des citoyens observateurs qui contribueront à la transparence et à la reconnaissance internationale du processus électoral vénézuélien. L'Internationale socialiste est convaincue que le processus électoral législatif vénézuélien représente la meilleure opportunité pour le peuple vénézuélien, par son vote, de trouver la solution à la grave crise politique, économique et sociale qui touche le pays.

L'Internationale socialiste condamne catégoriquement les récents actes violents, qui ont touché Lilian Tintori, épouse du dirigeant de Voluntad Popular, Leopoldo López, l'ancien candidat présidentiel, le gouverneur Henrique Capriles et le candidat parlementaire Miguel Pizarro du parti Primero Justicia (justice d'abord), qui ont été victimes d'agressions. Ces événements ont atteint leur paroxysme le 24 novembre avec l'assassinat du secrétaire régional d'Acción Democrática in Altigracia de Orituco, Luis Manuel Díaz, au cours d'une réunion de campagne dans l'État de Guárico. Ces personnes se présentaient sur une plateforme avec la candidate locale de l'opposition, Rummy Olivo, elle-même accompagnée par Lilian Tintori. Nous tenons le président Nicolás Maduro et son gouvernement responsables de garantir un climat de la paix et du dialogue politique, qui permet la réalisation d'élections régulières et transparentes pour assurer l'expression authentique de la volonté populaire.

---



## **| CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Déclaration de l'IS sur le changement climatique et COP21

29 NOVEMBRE 2015



### **Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste Luanda, 27-28 novembre 2015**

### **Déclaration sur le changement climatique et COP 21**

Original : anglais

Suite aux débats sur le changement climatique et le Sommet COP21 lors de la réunion du Conseil de l'Internationale socialiste à Luanda, les participants ont reconnu l'acceptation grandissante du changement climatique comme la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité, et la nécessité d'une action urgente et significative de la part de tous les pays du monde. Le sommet de Paris pourrait bien être la dernière chance d'éviter une catastrophe mondiale et le Conseil a présenté la vision de l'Internationale socialiste pour un accord universel et contraignant, des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis, en demandant :

1. Des objectifs plus ambitieux concernant les émissions, pour limiter la hausse des températures dans le monde à 2°C ;
2. Un résultat axé sur la justice climatique
3. Le financement du Fonds vert pour le climat jusqu'en 2020 et au-delà
4. Une assistance supplémentaire pour des mesures d'adaptation dans les pays souffrant déjà des effets du changement climatique

5. La fin des subventions aux combustibles fossiles
6. Une action concertée pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts
7. Des initiatives en faveur d'une agriculture plus efficace et d'une consommation responsable
8. L'introduction d'une taxe mondiale sur le carbone
9. Un accord sur le climat en harmonie avec les Objectifs mondiaux
10. Un système robuste de mesure, notification et vérification des progrès en direction des objectifs de réduction des émissions;
11. L'Internationale socialiste, ses partis membres et les participants au Conseil prendront des mesures pour réduire leur propre impact environnemental.
12. Les représentants des partis membres de l'IS doivent prendre les devants à Paris.

### **1. Les engagements actuels ne sont pas suffisants**

L'ONU a reçu les objectifs de réduction d'émissions sous forme de contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) des pays responsables de plus de 90 pour cent des émissions mondiales, ce qui indique la volonté de la part de la majorité des pays et gouvernements à œuvrer pour trouver un accord mondial à Paris. Mais les promesses faites sont seulement suffisantes pour limiter l'augmentation des températures dans le monde à 2,7° - 3°C, un niveau bien supérieur à l'objectif de 2°C défini dans l'accord de Copenhague. Le niveau d'ambition doit être relevé et l'accord éventuellement signé à Paris doit inclure au minimum des mécanismes de révision à la hausse des objectifs d'émissions si nous voulons avoir la moindre chance de respecter l'objectif de 2°C pour l'augmentation des températures dans le monde. Ceci exige d'établir un cycle de cinq ans dans le cadre duquel les pays auront l'obligation de renforcer leurs engagements, pour introduire des réductions d'émissions progressivement plus strictes. Les pays doivent compléter leurs engagements par le développement et l'adoption de « Deep Decarbonization Pathways » afin de garantir un avenir zéro carbone pour la planète.

### **2. Justice climatique et responsabilités communes mais différenciées**

Le principe de la justice climatique vient de notre propre mouvement et a toujours été au cœur de notre politique climatique. L'IS continue à soutenir le principe des responsabilités communes, mais différenciées, en reconnaissance du devoir des pays développés à faire plus et à aller plus loin dans leurs engagements à cause de leur responsabilité historique pour les émissions de gaz à effet de serre.

### **3. Financement et le Fonds vert pour le climat**

Un obstacle potentiel pour des objectifs ambitieux est le problème du financement. Le Fonds vert pour le climat, qui crée une réserve financière pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, est donc un élément crucial de tout accord sur le climat. Bien que des mesures importantes aient été prises pour obtenir le financement initial du Fonds, le total des engagements est cruellement insuffisant et les accords atteints à Lima et à la COP20 ne définissent pas de délais clairs pour l'augmentation des fonds. L'écart entre le montant actuellement engagé et les 100 milliards de dollars par an promis après 2020 doit être comblé. L'absence d'une voie claire a été interprétée par certains partenaires dans les pays en développement comme le signe d'un manque d'engagement envers le Fonds de la part des parties de l'Annexe I. En l'absence de progrès significatifs, les négociations à Paris se dérouleront dans un climat de méfiance de la part des pays qui dépendront de ces fonds dans les années à venir. Un accord sur la provenance du financement à partir de 2020 est donc indispensable pour obtenir un accord ayant le niveau d'ambition nécessaire.

#### **4. Aide supplémentaire à l'adaptation lorsqu'elle est déjà nécessaire**

Il est important de reconnaître que les effets du changement climatique se font déjà ressentir dans de nombreux pays, et de manière disproportionnée dans les économies les moins développées du monde. Il est donc nécessaire de s'assurer qu'un financement adéquat sera accordé non seulement à l'atténuation du changement climatique, mais aussi à l'adaptation. La nécessité regrettable d'investir dans des mesures coûteuses pour atténuer les effets du changement climatique dans les zones vulnérables doit servir d'avertissement comme quoi un manquement à agir maintenant, quand il reste une chance d'éviter un changement climatique extrême, entraînera des coûts bien plus élevés à long terme.

#### **5. Fin des subventions aux combustibles fossiles**

Si l'on veut atteindre les objectifs de réduction des émissions de carbone, il est impératif de mettre fin à notre dépendance sur les combustibles fossiles. Pour cela, il faudra commencer le processus d'abolition systématique de toutes les subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation d'énergie et sont un grand obstacle au progrès. Il doit s'agir d'un processus soigneusement géré et mis en œuvre de manière à ne pas gêner le développement. Le but doit être de remplacer le subventionnement des combustibles fossiles par le subventionnement des énergies propres par le biais d'investissements dans l'économie verte, qui auront des avantages à long terme au plan économique et environnemental.

#### **6. Réduire les émissions de l'exploitation forestière (REDD+)**

L'accord atteint à la COP21 doit introduire des réductions des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, y compris la déforestation et la dégradation des forêts, qui représentent pratiquement 20 pour cent du total mondial. Nous réaffirmons notre soutien du mécanisme REDD+, dont le but est de créer une valeur financière pour le carbone emmagasiné dans les forêts, et d'offrir des incitations aux pays en développement pour réduire les émissions provenant des terres boisées par le biais d'investissements dans des voies pauvres en carbone afin d'obtenir un développement plus durable. REDD+ inclut aussi le rôle de la protection, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks en carbone des forêts.

#### **7. Réduire les émissions de l'agriculture**

La réduction des émissions de l'agriculture a un avantage environnemental significatif car ce secteur est directement responsable de plus de 10 pour cent du total des gaz à effet de serre produits par les activités humaines. Les mesures de réduction des émissions peuvent aussi améliorer l'efficacité, ce qui aura une incidence sur les coûts et permettra de réaliser des économies. Il faut également travailler sur la sensibilisation du public à l'importance des émissions provenant de la production des aliments que nous consommons, pour que les consommateurs puissent faire des choix meilleurs et plus respectueux de l'environnement.

#### **8. Une taxe mondiale sur le carbone**

Une taxe mondiale sur le carbone encouragerait les gouvernements, entreprises et citoyens à réduire leur dépendance aux ressources émettrices de carbone. Le produit de cette taxe pourrait être utilisé de manière extrêmement utile pour réduire le coût de l'énergie venant d'autres sources, pour financer les mesures d'atténuation du changement climatique et de l'adaptation, et pour encourager un développement durable comme moyen de mettre fin à la pauvreté. Créer une relation entre le coût carbone des aliments que nous consommons et leur coût monétaire serait aussi un outil efficace pour encourager l'adoption d'habitudes alimentaires plus durables au plan environnemental.

## **9. Un résultat qui reflète les Objectifs mondiaux**

Notre vision d'un avenir durable inclut aussi la réalisation des objectifs du développement durable convenus lors du Sommet des Nations unies pour le développement durable à New York en septembre dernier. La réalisation des objectifs sur l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités, l'obtention de l'égalité des sexes et la construction d'un monde plus sûr va de pair avec la volonté de lutter contre le changement climatique qui peut exacerber de nombreuses difficultés rencontrées par le monde en développement.

## **10. Mesure, notification et vérification**

Les tentatives précédentes pour trouver un accord se sont heurtées à des difficultés, en partie à cause d'un manque de confiance quant à la sincérité des pays dans leurs engagements à réduire les émissions. C'est pourquoi un robuste système de mesure, de notification et de vérification (MNV) est nécessaire. Lorsque les pays dont l'économie est en développement n'ont pas de capacités suffisantes pour mesurer de manière efficace et précise, les ressources et l'expertise technologiques et logistiques doivent être partagées afin d'obtenir un système MNV.

## **11. Responsabilité individuelle**

Le Conseil de l'IS estime que la lutte pour éviter un changement climatique irréversible est importante au plan personnel, politique et gouvernemental. C'est pourquoi les partis membres de l'IS affirment leur détermination de prendre des mesures concrètes pour réduire leur impact sur l'environnement et d'encourager leurs membres à en faire de même. Notre mouvement pourra ainsi diriger par l'exemple dans ses actions ainsi que dans ses politiques. Dans cette optique, l'Internationale socialiste cherchera à réduire l'impact environnemental de ses propres réunions en explorant des manières de réduire l'utilisation de supports imprimés grâce à la distribution électronique des documents.

## **12. Prendre les devants à la COP21**

En l'absence d'engagements forts à Paris, l'avenir de la planète semble bien sombre. Nous sommes convaincus qu'en respectant la structure ci-dessus COP21 peut représenter le moment où le monde s'unit pour évoluer vers une société mondiale durable. Le Conseil demande donc tout particulièrement aux partis membres de l'IS qui gouvernent d'œuvrer sans relâche durant cette conférence pour obtenir un résultat bâti sur des idéaux social-démocrates.



## **| CHANGEMENT CLIMATIQUE**

L'IS à la COP21 à Paris

09 DÉCEMBER 2015



### **Une volonté politique pour atteindre des objectifs ambitieux**

Le président et le secrétaire général de l'IS ont tenu aujourd'hui une conférence de presse à la COP21 à Paris. Ils ont présenté les positions adoptées par l'organisation eu égard à la COP21 lors de la récente réunion du Conseil de l'IS en Angola et ont souligné la volonté politique des partis membres de l'Internationale Socialiste à travers le monde d'atteindre, à la Conférence, des objectifs ambitieux dans la lutte contre le changement climatique. Cette conférence de presse a été précédée le même jour par une rencontre avec les ministres, chefs de délégations et autres représentants politiques provenant des partis membres de l'Internationale Socialiste présents à la COP21, rencontre pendant laquelle ils ont eu des échanges informels sur le processus en cours dans la Conférence de Paris.



## **| CHANGEMENT CLIMATIQUE**

L'Internationale Socialiste se félicite de l'accord de Paris

14 DÉCEMBER 2015

L'Internationale Socialiste accueille avec enthousiasme l'Accord de Paris, approuvé à l'unanimité par près de 200 pays durant la conférence COP21 sur les changements climatiques à Paris samedi dernier. Un accord universel de cette envergure est sans précédent et représente le fruit de plus de 20 ans de pourparlers sur le climat dans le cadre de la CCNUCC. Son adoption reflète un consensus parmi tous les pays du monde à propos du danger grave et immédiat que représente le changement climatique, et une reconnaissance de la nécessité d'une action concertée lancée par tous les pays afin d'agir contre ses causes.

L'IS se félicite particulièrement du nouvel engagement à conserver les hausses de température « bien en deçà de 2° C au-dessus des niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts afin de limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C ». L'accord souligne aussi l'importance de l'équité et du principe de responsabilités communes mais différenciées dans la mise en œuvre de l'accord, reflétant la diversité des circonstances nationales.

Les négociations de Paris ont réussi là où les précédents sommets avaient échoué, et il est important de saluer tout le travail diplomatique accompli au cours de nombreuses journées et nuits pour qu'un accord se produise. L'IS félicite chaleureusement le président François Hollande, qui a créé les conditions politiques nécessaires pour que Paris soit le moment décisif pour cet accord crucial, et applaudit le rôle exceptionnel joué par Laurent Fabius, président de la COP21 car un accord aurait été impossible sans son expérience et son leadership dans le processus de négociation. Nous saluons également l'engagement et la ténacité de Ségolène Royal, vice-présidente de l'IS et ministre française de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie.

Cet accord marque un tournant dans la lutte contre le changement climatique, mais exigera un effort et un engagement soutenus dans sa mise en œuvre. Le fait reste qu'en dépit de l'ambition d'œuvrer pour limiter l'augmentation mondiale des températures à 1,5° C, les promesses faites par les pays jusqu'à présent au travers de leurs INDC (Intended Nationally Determined Contributions ou contributions prévues déterminées au plan national) sont insuffisantes pour respecter l'objectif moins contraignant d'une augmentation de 2° C. C'est pourquoi le mécanisme d'examen nouvellement convenu, permettant de réaliser une évaluation mondiale tous les cinq ans à partir de 2023, revêt une importance cruciale. Cette évaluation quinquennale doit être utilisée non seulement pour surveiller les progrès réalisés en direction des objectifs existants, mais aussi pour renforcer les ambitions et introduire des réductions des émissions progressivement plus strictes.

L'engagement à mobiliser un financement de 100 milliards USD par an jusqu'en 2025 pour le climat est tout aussi important. L'accord reflète l'opinion de l'IS comme quoi les pays développés doivent supporter la plus grande part du financement du climat, en tenant compte des besoins et priorités des pays en développement. Nous nous félicitons de l'engagement pris pour définir un nouvel objectif collectif quantifié avant 2025 à partir d'un plancher de 100 milliards USD, qui tiendra compte des besoins des pays en développement à ce moment-là.

L'IS demande maintenant à tous les pays signataires de l'accord de consacrer leurs obligations en vertu de l'accord de Paris dans leur législation nationale comme signe supplémentaire de leur engagement à honorer chaque promesse faite à la COP21. Cette démarche viendra renforcer cet accord historique et le rendra plus contraignant.

L'IS est activement engagée depuis longtemps dans la recherche d'une réponse mondiale au changement climatique, à la fois par le biais du travail de sa Commission pour une société mondiale durable et par l'inclusion de cette problématique à l'ordre du jour des réunions de son Conseil et de son Congrès, dernièrement à Luanda en novembre. Les partis membres de l'IS au gouvernement ont été encouragés à travailler ensemble pour trouver une solution axée sur le principe social-démocrate de la justice climatique, dont l'importance a été reconnue dans l'accord de Paris. L'IS était représentée à la COP21 par son président et son secrétaire général, et un échange informel de points de vue s'est déroulé avec les ministres, chefs de délégations et autres représentants politiques présents à la COP21 des partis membres de l'Internationale Socialiste, durant lequel ces principes ont été réaffirmés.

Si les pays continuent à démontrer la volonté politique qui était nécessaire pour trouver un accord à Paris, l'IS est convaincue que cela marquera la fin de l'ère des carburants fossiles et une étape définitive vers un avenir zéro carbone. Le monde a maintenant emprunté une voie claire en direction d'une planète plus verte, plus juste et plus durable, et l'IS et ses partis membres resteront au premier plan des efforts pour réaliser dans leur totalité les promesses faites à Paris.



## **| BURKINA FASO**

L'Internationale Socialiste condamne l'attaque terroriste à Ouagadougou

16 JANVIER 2016

L'Internationale socialiste condamne vigoureusement l'attaque terroriste lancée hier soir à Ouagadougou, au Burkina Faso, qui a fait 28 morts de nombreuses nationalités différentes et dont Al-Qaïda au Maghreb islamique a revendiqué la responsabilité. Nos pensées vont aux familles et aux amis des victimes.

Les forces de l'ordre ont libéré 126 otages au terme d'une opération pour reprendre le contrôle de l'hôtel ciblé par l'attaque, au cours de laquelle plusieurs terroristes ont été tués.

L'Internationale socialiste exprime son entière solidarité avec le président Roch Marc Kaboré nouvellement élu qui est entré en fonctions en décembre dernier, ainsi qu'avec son gouvernement et son peuple. Il s'agit de la troisième grande attaque terroriste en 2016, après celles d'Istanbul et de Jakarta début janvier, et nous répétons encore une fois notre appel à la communauté internationale pour mettre ses forces en commun et éradiquer ce fléau international qui frappe l'humanité.

Notre Internationale est fermement aux côtés du président Kaboré et de son parti, le MPP, membres de notre famille politique, dans leurs efforts face à cette tragédie au Burkina Faso.



## | TURKEY

L'Internationale Socialiste soutient le CHP dans son travail pour une Turquie de libertés, de droits et de démocratie

16-17 MARS 2016

À l'occasion du 35e congrès du Parti républicain du peuple (CHP) de Turquie, organisé à Ankara les 16 -17 janvier 2016, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste a été invité par le président du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, avec lequel il s'est entretenu à propos des développements politiques en Turquie et des principaux thèmes du programme du parti. Le SG de l'IS a exprimé le soutien total de l'Internationale en faveur du travail du CHP pour les libertés, les droits et la démocratie en Turquie. Durant ce congrès, Kemal Kılıçdaroğlu a été réélu à la tête du parti. Le 17 janvier, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste a tenté de rendre visite à Can Dundar, rédacteur en chef de Cumhuriyet, un quotidien national, et son correspondant à Ankara, Erdem Gul, détenus à la prison de Silivri près d'Istanbul depuis novembre 2015 sans acte d'accusation formel, dans une affaire retenant l'attention d'un large public en tant que grave atteinte à la liberté d'expression et de la presse en Turquie.

Sergei Stanishev, Président du Parti des socialistes européens, PES, qui représentait cette organisation au congrès du CHP, a également tenté de rencontrer les journalistes incarcérés. Des membres du CHP, d'autres invités du congrès ainsi que l'avocat des journalistes ont accompagné les invités étrangers qui se sont vu refuser l'accès à la prison par les autorités. Des membres de la presse turque ont couvert cette visite et publié leurs impressions. Un message écrit a été transmis aux détenus. Son contenu, ainsi que leur réponse, ont été publiés dans la presse. Plus tard dans la journée, invité par les principaux journalistes de Cumhuriyet, le Secrétaire Général s'est entretenu avec eux au siège du journal à Istanbul.





## | VENEZUELA

Le Venezuela doit respecter la démocratie

18 FÉVRIER 2016

L'installation de la nouvelle Assemblée nationale au Venezuela début 2016 a été définie par plusieurs politiciens et par l'opinion publique internationale comme un moment de réaffirmation démocratique pour ce pays d'Amérique latine. Ces dernières années, les pays de cette région du monde et ceux de plusieurs autres continents s'inquiètent de la situation sociale, économique et quotidienne difficile au Venezuela. La détérioration de la vie des institutions, l'augmentation de la violence, la persistance de comportements contraires aux valeurs partagées par la communauté des nations démocratiques, ainsi que l'existence de prisonniers politiques, ont contribué à aggraver ce sentiment d'alarme parmi les démocrates de différentes convictions politiques dans de nombreuses régions du monde.

Mais les élections à l'Assemblée nationale en décembre dernier, au-delà de leurs résultats, ont confirmé le haut degré de mobilisation de la société, le solide esprit civique qui existe encore parmi les Vénézuéliens, la foi en la démocratie comme seule voie partagée par la grande majorité de citoyens de ce pays, et leur confiance dans les mécanismes et institutions du pays pour résoudre la situation, trouver un consensus et identifier des moyens pour progresser et bâtir un avenir pour tous les Vénézuéliens.

Depuis le début de l'année, nous nous joignons à de nombreuses autres personnes pour suivre avec intérêt les développements dans la vie politique du Venezuela, où le pouvoir exécutif doit désormais partager et interagir, dans le cadre de la démocratie telle que nous la comprenons tous, et comme l'exige la constitution du Venezuela, avec une autre branche de l'État, le pouvoir législatif, dont une majorité claire est totalement en faveur du dialogue et d'un respect mutuel de la diversité, et prête à bâtir un avenir incluant tous les citoyens.

Mais une nouvelle anomalie grave vient de surgir dans le cadre de la démocratie vénézuélienne, en dépit des récents développements qui ont débouché sur l'installation de cette nouvelle Assemblée nationale. Cette situation a éloigné le Venezuela de l'ordre démocratique et institutionnel exigé par sa constitution et du mandat clair et légitime donné par le peuple aux élections de décembre dernier.

La Cour suprême, dont les membres ont été remplacés durant les derniers jours du précédent pouvoir législatif, après la publication de la nouvelle composition de l'Assemblée nationale, outrepassa actuellement la volonté souveraine de l'Assemblée nationale et ignore ses décisions, devenant une sorte de seconde chambre non prévue dans la constitution, comme elle l'a démontré tout récemment en approuvant le décret d'urgence économique et les

pouvoirs spéciaux que le président Maduro s'est attribué, alors que l'Assemblée les avait explicitement rejetés auparavant.

L'Internationale socialiste élève aujourd'hui sa voix pour défendre la démocratie au Venezuela et demande que le souhait de changement exprimé aux urnes par les citoyens de ce pays, la séparation des pouvoirs et l'Assemblée nationale soient respectés et, un jour comme aujourd'hui, qui marque le second anniversaire de l'incarcération politique de Leopoldo López, alors que Manuel Rosales et Antonio Ledezma, ainsi que d'autres citoyens, continuent à être privés de leur liberté pour des raisons politiques, nous nous félicitons de l'approbation de la Loi d'amnistie et de réconciliation par l'Assemblée nationale à sa première lecture.

---



## | OUGANDA

### Soutenir la démocratie en Ouganda

22 FÉVRIER 2016

Ces dernières années, les peuples d’Afrique ont continué à progresser et à se rapprocher de la gouvernance démocratique dans un nombre important de pays de la région. Aujourd’hui, les habitants de ce continent sont de plus en plus nombreux à bénéficier de libertés et de droits, des conditions préalables au progrès, au développement et à la paix.

Les membres de l’Internationale socialiste dans un grand nombre de pays d’Afrique ont été des protagonistes et des acteurs d’une période de changement qui a introduit de nouvelles opportunités et donné un nouveau visage à la vie politique du continent. Pourtant, l’autoritarisme, l’oppression et autres maux du passé s’attardent encore dans la vie politique de certains pays de la région. Dans certains cas, cela a entraîné des conflits ouverts ou, au minimum, une culture de stagnation politique, malgré la conscience collective grandissante comme quoi la démocratie est la seule voie d’avenir.

Les élections présidentielles organisées en Ouganda le week-end dernier et qui ont maintenu Yoweri Museveni au pouvoir sont malheureusement un exemple de ces situations insatisfaisantes. Des élections durant lesquelles les candidats de l’opposition sont opprimés, les médias sociaux fermés, le principal candidat de l’opposition arrêté plusieurs fois pendant la campagne et le processus électoral entaché de perturbations et d’irrégularités, ne peuvent pas et ne doivent pas être acceptées. Qui plus est, l’Ouganda est géré par Museveni depuis des années comme si c’était son domaine privé.

L’Ouganda a totalement rejoint la liste des pays d’Afrique contrastant fortement avec ceux qui, en dépit d’une histoire troublée de colonisation et de relations économiques internationales injustes, sont parvenus à obtenir de nombreuses victoires démocratiques au sein des développements politiques actuels en Afrique. Les habitants du continent tout entier ainsi que d’autres membres de la communauté internationale doivent défendre aujourd’hui les droits des Ougandais. Nous, l’Internationale socialiste, sommes résolument à leurs côtés.



## | BELARUS

### L'IS au Bélarus

28 FÉVRIER 2016



L'Internationale Socialiste était représentée par son Secrétaire Général en Bélarus à la réunion du comité central du Parti Social-Démocrate du Bélarus (Narodnaya Hramada), qui a eu lieu à Minsk le 28 février. Mikalai Statkevich, qui fut libéré de prison en août dernier où il avait été détenu comme prisonnier politique depuis 2010, a été réélu Président du parti. Les discussions se sont concentrées sur la lutte continue pour un Bélarus libre et démocratique afin d'obtenir la stabilité, la justice et les droits pour tout le peuple biélorusse.





## | NIGERIA

Le président national du Congrès des Progressistes, APC, Nigeria, rencontre le secrétaire général de l'IS à Londres

9 MARS 2016



Le président national de l'APC, Chief John Odigie-Oyegun et le secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, Londres  
*Mercredi 9 mars 2016*



Chef de la Direction britannique de l'APC, Philip Idaewor, avec le Chief John Odigie-Oyegun et Luis Ayala  
*Mercredi 9 mars 2016*

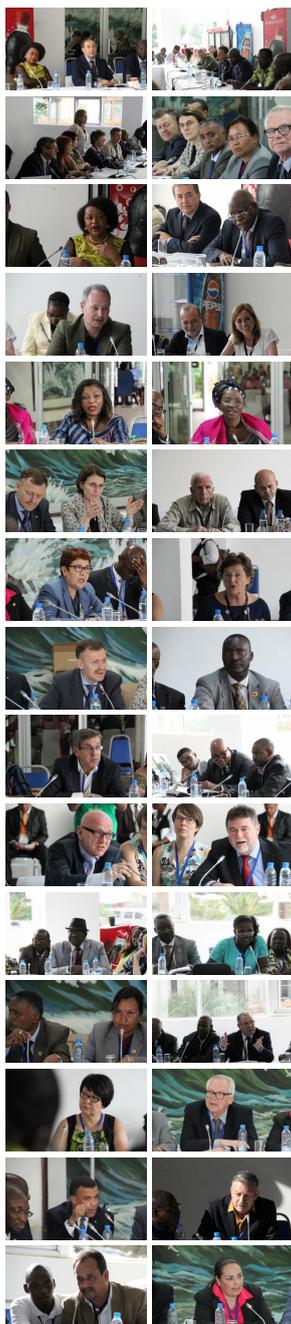


INTERNATIONALE SOCIALISTE

A PROPOS DE L'IS | COMITÉS | COMMISSIONS | CONSEILS | CONGRÈS | BIBLIOTHÈQUE | ACCUEIL

IMAGES (38)

IMAGES



+8

| UIP

## Réunion de parlementaires membres de l'IS à la 134ème Assemblée de l'UIP à Lusaka

20 MARS 2016



Latifa Perry

L'IS a tenu une réunion de parlementaires de ses partis membres à l'occasion de la 134e assemblée de l'Union interparlementaire, UIP, à Lusaka, en Zambie, du 19 au 23 mars 2016. Les participants venaient de tous les continents et on comptait parmi eux plusieurs présidents et vice-présidents de parlements ainsi que des dirigeants de groupes parlementaires issus de notre famille politique.

Durant la réunion, des discussions se sont déroulées sur des thèmes qui préoccupent particulièrement les membres : les événements internationaux actuels, la contribution de notre mouvement à la démocratie au niveau international et national, la résolution des conflits, le sort des réfugiés et le phénomène de migration, et un échange de vues sur les points à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'UIP.

La réunion, présidée par le Secrétaire général de l'IS, rassemblait les parlementaires des partis et organisations membres des pays suivants : Angola, Algérie, Autriche, Belgique, Burkina Faso, Chili, République tchèque, Finlande, France, Guinée-Bissau, Haïti, Hongrie, Italie, Mali, Maroc, Namibie, Népal, Nigeria, Lesotho, Palestine, Portugal, Fédération russe, São Tomé et Príncipe, Afrique du Sud, Espagne, Turquie et Venezuela, ainsi qu'un représentant du Fonds mondial.

Dans leur échange de vues, les participants ont évoqué différents aspects des questions à débattre à l'assemblée de l'UIP, et ont notamment examiné le choix des points urgents devant faire l'objet d'un vote. La Vice-présidente de l'Assemblée nationale française a introduit la motion présentée par son pays concernant les 230 millions d'enfants non enregistrés dans le monde. La représentante du Maroc a présenté la motion soumise par sa délégation nationale sur le processus de reconnaissance internationale d'un État palestinien souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale. Le troisième point urgent lié au trafic d'êtres humains, présenté à l'UIP par le Soudan, a également été noté.

Lors d'un tour d'interventions, tous les participants ont eu la possibilité de s'exprimer et de partager des informations sur les questions qui préoccupent leur parti ou leur pays. La réunion a écouté des rapports sur les derniers développements politiques dans plusieurs situations, notamment l'arrivée de nouveaux gouvernements issus de notre mouvement comme au Burkina Faso et au Portugal, et la situation au Népal où une nouvelle constitution vient d'être approuvée; les défis auxquels sont confrontés les Palestiniens dans leur quête pour obtenir un État indépendant et pour le respect de leurs droits humains; les défis pour la démocratie tels que ceux rencontrés par le nouveau parlement au Venezuela vis-à-vis du président du pays; la crise politique pérenne à Haïti qui exigerait une bien plus grande attention de la part de la communauté internationale, ou la situation en Turquie et le rôle de nos membres, les développements politiques en Guinée-Bissau et à São Tomé & Príncipe, un bulletin sur la Russie et des informations sur la situation actuelle en République tchèque et en Hongrie. Il y a également eu une contribution sur les perspectives en Espagne pour la formation d'un nouveau gouvernement après les dernières élections.

La question du terrorisme était une préoccupation majeure parmi les contributions, comme l'ont souligné les représentants de certains des pays les plus récemment touchés : le Nigeria, le Mali et le Burkina Faso. Le Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso a exprimé son appréciation et ses remerciements à l'Internationale socialiste pour sa solidarité à un moment crucial, et a souligné la nécessité d'efforts communs pour lutter contre le terrorisme.

La question pressante des réfugiés et des personnes déplacées au plan national a été soulevée par de nombreux participants, et durant les débats la réunion a convenu de réitérer la position sans équivoque de l'IS à ce sujet : la nécessité de défendre fermement les droits humains et l'intégrité physique de tous les réfugiés et demandeurs d'asile, conformément aux normes internationales et aux conventions des Nations unies, de souligner l'illégalité de toutes les formes de déportations collectives, de rappeler que les pays les plus pauvres supportent le plus grand nombre de réfugiés tout en notant que les pays les plus riches investissent de grandes sommes dans les contrôles frontaliers, de souligner l'impératif de lutter contre toutes les formes de xénophobie et de discrimination raciale et d'attirer l'attention sur les valeurs sur lesquelles l'Union européenne a été fondée. Parmi les grands défis notés, citons les mesures à prendre pour défendre les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, et l'obligation d'aide et de protection de chaque membre de la communauté internationale.

Durant les débats, la question de l'égalité des sexes en politique a également fait l'objet de commentaires par plusieurs participants, y compris des informations sur de nouveaux cas dans lesquels plus de femmes ont accédé à des postes de plus grande responsabilité. Au cours de l'Assemblée de l'UIP à Lusaka, l'IS a également participé à la réunion des femmes parlementaires.

Pendant les débats, de nombreux participants ont mentionné la valeur de ces réunions organisées par l'Internationale.

Durant son séjour à Lusaka, le Secrétaire général de l'IS a également rendu visite au siège du parti membre de l'IS en Zambie, le Front patriotique actuellement au pouvoir, où il s'est réuni avec Davies Chama, le Secrétaire général du parti.



## | BELGIQUE

L'Internationale Socialiste condamne les attentats terroristes de Bruxelles

22 MARS 2016

L'Internationale socialiste condamne sans réserve les attaques lâches et indiscriminées contre des civils innocents au cœur de Bruxelles et à l'aéroport de Zaventem et exprime sa plus profonde sympathie et sa solidarité avec les victimes de ces actes méprisables, avec les services d'urgence locaux et avec tous les habitants de la Belgique. Nous exprimons nos sincères condoléances aux familles et amis des personnes tuées et à tous ceux qui ont subi des traumatismes et blessures dans les explosions qui ont frappé la capitale belge aujourd'hui.

L'Internationale socialiste appuie ses membres socialistes en Belgique, le gouvernement du pays et toutes ses institutions alors qu'ils confrontent cette attaque et prennent des mesures pour capturer les auteurs et protéger les citoyens. Nous avons hâte que les responsables de la planification et de l'exécution des explosions soient appréhendés et que justice soit faite.

Le moment est venu que toutes les honnêtes gens du monde s'unissent pour défendre les valeurs universelles de liberté, tolérance et paix, et pour rejeter le chaos, la destruction et la peur engendrés par le terrorisme. Ces actes sont avant tout une attaque de notre mode de vie, et le nombre de grands attentats terroristes au cours des derniers mois dans différents lieux du monde montre que cette menace exige une réaction mondiale unie.

L'Internationale socialiste demande une fois de plus à tous ses partis membres et à l'ensemble de la communauté internationale de s'unir pour confronter de manière globale le terrorisme afin d'éliminer ce fléau sans sacrifier les libertés et droits fondamentaux que ces attentats souhaitent affaiblir.



## | PAKISTAN

Solidarité de l'IS avec le peuple du Pakistan

28 MARS 2016

L'Internationale socialiste exprime sa solidarité avec le peuple du Pakistan alors qu'il confronte le terrible attentat commis hier près de Lahore. Plus de 70 personnes ont trouvé la mort alors qu'elles passaient un dimanche après-midi au parc, dont de nombreuses femmes et enfants. Plus de 300 personnes ont également été blessées.

Nous dénonçons avec force cet acte de violence, comme nous l'avons fait pour les autres attaques terroristes au Pakistan et ailleurs. Nos pensées et condoléances vont aux familles et amis des victimes et notre compassion va à toutes les personnes blessées et traumatisées par cet attentat.

L'Internationale socialiste se tient aux côtés de son parti membre, le Parti du peuple pakistanais, PPP, et de toutes les personnes partisans de la paix au Pakistan.

---



INTERNACIONALE SOCIALISTE

A PROPOS DE L'IS | COMITÉS | COMMISSIONS | CONSEILS | CONGRÈS | BIBLIOTHÈQUE | ACCUEIL

COMITÉS DE L'IS

IMAGES (55)

IMAGES



+25

AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

## Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à Saint-Domingue, République dominicaine

01-02 AVRIL 2016



Nicolás Monegro

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni à Saint Domingue, en République dominicaine, les 1 et 2 avril 2016. L'ordre du jour était axé sur deux thèmes principaux : « Construire des alliances et coalitions pour faire progresser nos objectifs de développement durable, progrès équitable et opportunités pour tous » et « Perfectionner les systèmes et processus électoraux dans la région ». Le Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD) dont le leader, Miguel Vargas, est président du Comité, a accueilli la réunion. La séance inaugurale incluait la participation de Danilo Medina, Président de la République Dominicaine et candidat à la réélection aux élections de mai prochain.

Dans son discours d'inauguration de la réunion, Miguel Vargas a remercié les partis de l'Internationale pour leur présence en République Dominicaine à un moment très spécial pour le pays, qui organise des élections générales le 15 mai. Pour ces élections, a-t-il expliqué, le PRD et le PLD ont signé un accord en septembre dernier pour un gouvernement d'unité nationale, une alliance qui s'inspire des idéaux et de la vision de leur leader historique, José Francisco Peña Gómez. Les deux plus grandes forces politiques progressistes dominicaines ont passé un accord pour donner au pays un gouvernement majoritaire qui lui permettra de développer une large réforme de l'État, avec des mesures garantissant l'inclusion sociale, une amélioration substantielle des services publics et s'attaquant aux réformes institutionnelles à réaliser.

Luis Ayala, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, a remercié le parti hôte de la réunion et rappelé sa participation, en tant que témoin, à la signature de l'accord pour le gouvernement en septembre dernier. Sa force vient de la cohérence des valeurs et principes partagés des deux partis, mais il s'agit également d'une alliance s'inscrivant dans la lignée de l'histoire politique dominicaine. Cet accord reflète aussi la volonté des acteurs politiques non limités par leurs propres références mais cherchant plutôt à répondre aux besoins de la nation et aux attentes des citoyens. Luis Ayala a exprimé sa confiance dans leur victoire le 15 mai et dans un gouvernement engagé à garantir le bien-être, la justice, l'inclusion et les opportunités pour tous les dominicains. Il a partagé avec les participants les préoccupations et le travail de l'Internationale à cette époque de « grands défis et définitions ». Réagir aux défis de la paix, de la démocratie, du développement durable, d'une plus grande égalité, de la solidarité avec le sort des réfugiés et des migrants, est aujourd'hui la tâche principale de l'Internationale dans le monde entier, comme c'est aussi le cas en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Le Président de la République et candidat présidentiel aux élections de mai prochain, Danilo Medina, dans son intervention, a chaleureusement accueilli la présence de l'Internationale Socialiste à Saint Domingue. Il a remercié Miguel Vargas d'avoir signé avec lui un accord d'unité sans précédent dans l'histoire du pays, en faveur des gains sociaux, du bien-être et de la paix pour tous les Dominicains. Le Président Medina a déclaré que les principes de son parti comportent des éléments en commun avec ceux des partis membres de l'IS dans la région,

une région qui se développe, qui innove, qui abaisse le niveau de pauvreté et qui progresse dans la garantie des droits sociaux au sein d'un cadre démocratique. À son avis, pour affronter les défis dans l'éducation, le logement, la santé, la protection sociale, il est nécessaire aujourd'hui de bâtir de grandes majorités politiques qui pourront répondre aux exigences sociales du pays. La réponse adéquate à ces exigences n'est pas de faire de l'antipolitique ou du populisme, dit-il, mais d'instaurer un processus de construction d'alliances entre des forces politiques ayant des principes et projets communs, comme celle qui existe désormais dans son pays.

À propos du premier grand thème à l'ordre du jour, « Construire des alliances et coalitions pour faire progresser nos objectifs de développement durable, progrès équitable et opportunités pour tous », le Comité a pu entendre la contribution de participants venus de Nicaragua, Uruguay, Venezuela, République dominicaine, Costa Rica, Guatemala et Argentine. Dans leurs interventions, ils ont rappelé qu'à différents moments dans l'histoire de leurs pays respectifs, les partis progressistes ont vécu l'expérience de la formation de coalitions gouvernantes. Souvent, ces alliances étaient inspirées par le souhait de retrouver une démocratie perdue ou de progresser par le biais d'accords politiques afin de surmonter des situations de violence et de conflit. Ce qui caractérise les alliances politiques actuelles de la région est le fait qu'en règle générale elles apparaissent dans un contexte de démocratie et de paix et que, plutôt que d'être des accords pour surmonter des situations de crise, elles représentent l'identification d'aspirations politiques communes en tant que base sur laquelle construire des accords entre partis pour garantir la réalisation de leurs objectifs, qui sont présentés aux citoyens comme des propositions programmatiques partagées. Cette réalité va au-delà du simple accord électoral et met en jeu la recherche d'objectifs communs. Dans leurs différentes contributions, les participants ont exprimé au parti hôte, le PRD, leur assurance que cette politique d'alliances sera totalement validée durant les prochaines élections, et leur souhait que le prochain gouvernement d'unité nationale réussisse à mener à bien ses grands projets en faveur d'une vie meilleure pour tous les dominicains.

Le Comité a écouté l'intervention de Mitzy Capriles de Ledezma, épouse du principal maire de Caracas, Antonio Ledezma, l'un des prisonniers politiques détenus au Venezuela depuis plus d'un an. Ses mots, a-t-elle dit, étaient prononcés au nom de toutes les femmes et familles de prisonniers détenus pour des motifs politiques dans son pays. Elle dénonce la mesure arbitraire de privation de liberté qui touche actuellement son mari et tant d'autres vénézuéliens. Elle a remercié les partis membres de l'Internationale Socialiste pour le soutien permanent accordé par l'organisation à son pays et a partagé avec le Comité son souhait et son espoir de voir bientôt Antonio Ledezma et tous les prisonniers politiques vénézuéliens être libérés de prison.

George Papandreou, le Président de l'IS, a déclaré que l'Amérique latine et les Caraïbes lui sont très chères car il a lui-même vécu l'expérience de la dictature et de l'exil. La démocratie qui a été obtenue dans le monde est un système qui doit être défendu et garanti chaque fois et partout où il est menacé, a-t-il affirmé. Dans cette perspective, les politiques d'alliance sont totalement justifiées lorsqu'elles souhaitent rétablir la démocratie. Mais la démocratie est également consolidée quand les partis politiques qui partagent des principes et projets communs décident d'agir ensemble contre l'inégalité et de réagir face aux défis mondiaux tels que le changement climatique, le développement durable ou le phénomène des réfugiés et des migrants, et de formuler des propositions communes, démocratiques et responsables, afin de réduire les menaces de l'autoritarisme, du populisme et du fondamentalisme. George Papandreou a parlé de la crise des réfugiés et des politiques d'austérité actuelles en Europe, ajoutant que le modèle démocratique et social sur ce continent, qui a autrefois servi d'inspiration aux forces progressistes dans cette région du monde, pourrait bénéficier de l'observation des expériences actuelles dans cette région.

Durant le débat sur le second thème principal, « Perfectionner les systèmes et processus électoraux dans la région », le Comité a pu entendre des interventions des pays suivants : Mexique, Costa Rica, Panama, Pérou, République dominicaine, Venezuela, Paraguay et Argentine, basées sur les expériences dans ces pays et sur les développements dans les domaines institutionnels et réglementaires. Tous les participants ont souligné l'importance de lois électorales et textes régissant les partis politiques à la fois modernes et adaptées à leurs propres réalités. Un facteur commun est la nécessité d'avoir un organe électoral autonome impartial, permanent, bien doté en fonds et dont les budgets ne sont pas subordonnés à des salariés et à la nomination d'autorités supérieures motivées par les changements de leur propre contingence électorale. En ce qui concerne l'utilisation de moyens électroniques et technologiques pour l'inscription des électeurs, leur identification et le vote lui-même, beaucoup ont exprimé l'opinion que les progrès dans ces questions pourraient représenter une contribution très importante à la légitimité et l'efficacité des processus, mais il a également été noté qu'il est insuffisant que la crédibilité des citoyens au cours du processus électoral dépende entièrement d'eux. Parmi les autres aspects examinés et qui doivent être pris en compte, citons le financement de la politique, qu'il soit public, privé ou mixte, les restrictions des dépenses de campagne et la responsabilité des candidats. Les participants vénézuéliens, quant à eux, ont souligné la pertinence du rôle des observateurs électoraux internationaux, de la réglementation des réélections et de la nature des sanctions administratives qui évitent l'inscription de candidats, après la récente expérience dans leur pays.

À propos du dernier point à l'ordre du jour, les participants se sont exprimés sur la situation politique dans leur pays respectif. Outre la situation en République dominicaine, qui a été largement expliquée durant la réunion, le Comité a entendu les participants vénézuéliens décrire les derniers développements politiques dans leur pays suite

à l'adoption récente de la loi d'amnistie et de réconciliation portée par les forces politiques de la *Mesa de Unidad Democrática* (MUD) à l'Assemblée nationale vénézuélienne ; le participant brésilien a exposé la situation à laquelle se trouve confronté le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff ; le participant péruvien a présenté un rapport au Comité sur les perspectives électorales aux prochaines élections qui se dérouleront dans ce pays ; le vice-président de l'IS et représentant de Haïti a donné des informations sur les défis du gouvernement et de la présidence provisoire de la République en vue de l'organisation d'élections ; le représentant du Chili a présenté la situation de la progression des réformes du programme du président Bachelet ; la délégation de Costa Rica a transmis des informations à propos du travail interne actuel de son parti, le PLN, et de ses projections pour l'avenir ; le représentant du Panama a fait référence au travail de son parti et à l'importance accordée aux modifications des lois électorales et des partis dans son pays ; enfin l'UCR d'Argentine a fait part au Comité de son expérience au cours des premiers mois du gouvernement de coalition. En ce qui concerne l'Europe, le représentant du PSOE a présenté au Comité les derniers progrès et perspectives du dirigeant du parti, Pedro Sánchez, dans ses efforts pour former un gouvernement de coalition dirigé par les socialistes en Espagne.

Avant la clôture de la réunion, Luis Ayala, le secrétaire général de l'IS, a communiqué au Comité les dernières activités de l'Internationale et les initiatives nouvelles et à venir. Il a fait référence, entre autres, au travail devant être fait au cours des prochains mois par la Commission établie par l'Internationale pour examiner les inégalités dans l'économie mondiale et proposer des politiques spécifiques pour la combattre dans les pays en développement, dans les économies émergentes et dans les pays développés. A la fin des débats, le Comité a approuvé une résolution sur l'accord de gouvernement partagé en République dominicaine, une autre sur la situation au Brésil et une dernière sur la crise politique et institutionnelle actuelle au Venezuela, en prenant note également de l'appréciation de tous les participants pour la chaleureuse hospitalité de son parti membre en République Dominicaine, le PRD.

---

#### **Liste des participants**

#### **Résolution sur la République Dominicaine**

#### **Déclaration sur le Venezuela**

#### **Déclaration sur le Brésil**

#### **Couverture de presse de la réunion**

### **| ACTIVITÉS APPARENTÉES**

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes en Colombie

| 28-29 AOÛT 2015

Réunion du Comité de l'IS sur l'Amérique latine et les Caraïbes à l'OEA, Washington DC

| 01-02 DÉCEMBRE 2014

Réunion du Comité Amérique latine et Caraïbes en République dominicaine

| 09-10 MAI 2014

La politique mondiale et l'économie – la vision d'Amérique latine et de la Caraïbe | 26-27 JUILLET 2013

Réunion du Comité à Porto Alegre | 24-25 OCTOBRE 2011

«Energie, développement et intégration» et «Compétitivité et équité» au centre de la réunion régionale à Bucaramanga, Colombie | 30-31 MAI 2011

Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Buenos Aires | 09-10 AVRIL 2010

L'Amérique Latine et les Caraïbes dans la crise financière globale : réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Guatemala | 23-24 MARS 2009

*José Francisco Peña Gómez – DIX ANS APRES*

Le socialisme démocratique en Amérique Latine et aux Caraïbes | 17-18 AVRIL 2008

COMITÉ DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES  
Saint-Domingue, République dominicaine, 1-2 avril 2016

**Résolution reconnaissant l'Accord de partage du pouvoir entre le Parti Révolutionnaire  
Dominicain et le Parti de la Libération Dominicaine, dans le cadre d'un Gouvernement d'Unité  
nationale**

Original : espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, réuni à Saint-Domingue les 1 et 2 avril 2016 :

**CONSIDÉRANT QUE** : l'unité de la famille, fondée sur des valeurs de paix, de liberté et d'égalité, constitue l'un des principes fondamentaux du socialisme démocrate, tels qu'exprimés dans la Déclaration de principes de l'Internationale Socialiste de 1989 ;

**CONSIDÉRANT QUE** : l'alliance des forces sociales et politiques, en écartant les intérêts individuels et les différences antérieures dans le but ultime de garantir pour les peuples un bien-être total, un développement durable et la prospérité de tous les membres de la société, doit constituer la finalité de toute activité politique ;

**CONSIDÉRANT QUE** : dans notre région, les expériences du Venezuela avec le *Pacto de Punto Fijo* et du Chili, avec la *Concertación*, ainsi que de l'Espagne avec le *Pacto de la Moncloa*, chacune imprégnée de leurs propres circonstances historiques, sociales et politiques, ont été des facteurs cruciaux de consolidation de ces nations respectives pour qu'elles deviennent des économies dynamiques et des démocraties solides, et serviront d'exemple pour promouvoir un dialogue fructueux entre différentes organisations politiques en vue d'obtenir la prospérité de tous ;

**CONSIDÉRANT QUE** : la thèse de « Partage du pouvoir » soutenue par José Francisco Peña Gómez, l'un des principaux fondateurs du socialisme démocrate dans notre région, forme la substance même de l'idéologie sur laquelle est fondée l'Alliance entre le Parti Révolutionnaire Dominicain et le Parti de la Libération Dominicaine à l'orée des élections prochaines qui se dérouleront le 15 mai 2016 ;

**DÉCIDE :**

D'exprimer sa reconnaissance des efforts d'unification mis en œuvre par les Parties : le Parti Révolutionnaire Dominicain, représenté par son président Ing. Miguel Vargas et le Parti de la Libération Dominicaine, représenté par le Président de la République et candidat à la présidence Lic. Danilo Medina, afin de conclure un Accord de partage du pouvoir dans le cadre d'un Gouvernement d'unité nationale ayant pour mission de réformer complètement l'État, avec des mesures qui garantiront l'inclusion sociale, une amélioration substantielle des services publics et la mise en œuvre des réformes institutionnelles restées en suspens.

-----

### Résolution sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique latine et les Caraïbes, réuni à Saint-Domingue les 1<sup>er</sup> et 2 avril 2016, se déclare profondément inquiet par la crise politique et institutionnelle qui accable le Venezuela en conséquence de la lutte de pouvoir livrée par le Président Nicolás Maduro par le biais de la Cour suprême, pour faire opposition aux décisions autonomes du pouvoir législatif vénézuélien depuis l'écrasante victoire de la *Mesa de la Unidad Democrática* (MUD) aux élections législatives de décembre dernier.

Le Comité rappelle que l'Internationale Socialiste est fondamentalement opposée à la détention de prisonniers politiques par les États, et encore moins par les démocraties. Aussi se félicite-t-elle de l'adoption récente par l'Assemblée nationale de la loi d'amnistie. L'Internationale Socialiste demande instamment au Président Nicolás Maduro et à toutes les institutions vénézuéliennes de reconnaître les décisions souveraines de l'Assemblée. Elle les engage à ne pas faire obstacle, par quelque moyen que ce soit, à l'entrée en vigueur de cette loi qui rendra possible la libération de dirigeants politiques aujourd'hui incarcérés, dont l'ancien candidat présidentiel et chef du parti politique *Un Nuevo Tiempo* Manuel Rosales ; le chef de *Voluntad Popular* Leopoldo López ; le maire Antonio Ledezma ; les trois députés Rosmit Mantilla, Gilberto Sojo et Renzo Pietro, élus le 6 décembre 2015 ; les étudiants et les nombreuses autres personnes privées de leur liberté pour des raisons politiques ; ainsi que le retour des exilés politiques dont, entre autres, Carlos Ortega, Carlos Vecchio et Oscar Pérez.

L'Internationale Socialiste condamne l'affaiblissement des pouvoirs constitutionnels de l'Assemblée nationale vénézuélienne par le gouvernement bolivarien qui, à travers la Cour suprême, prend des décisions contraires à l'esprit de la constitution nationale du Venezuela et compromet les valeurs du système démocratique, fondé sur le respect, l'équilibre et l'autonomie des pouvoirs étatiques.

L'Internationale Socialiste observe avec inquiétude les attaques contre les journalistes et les rédacteurs des médias indépendants, ainsi que l'utilisation faite par l'État de son monopole sur la fourniture de papier à la presse afin de contrôler l'information et d'entraver la liberté d'expression.

L'Internationale Socialiste demande au gouvernement bolivarien de concentrer ses efforts sur la résolution urgente des problèmes et souffrances graves qui accablent aujourd'hui le peuple vénézuélien en conséquence de la crise qui s'est emparée des hôpitaux et des services, sur les pénuries de nourriture et de médicaments qui menacent d'entraîner le pays vers une crise humanitaire de grande ampleur dont souffriront les générations futures de Vénézuéliens. Pour ces raisons, l'Internationale Socialiste demande au gouvernement de Nicolás Maduro de prendre part au dialogue que l'Assemblée nationale a unanimement engagé comme le seul moyen d'avancer vers la réconciliation et la résolution des graves problèmes politiques, économiques et sociaux qui affligent aujourd'hui le pays.

COMITÉ DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Saint-Domingue, République dominicaine, 1-2 avril 2016

**Déclaration concernant le Brésil**

Original : espagnol

En considération de la crise politique à laquelle est confrontée la République fédérative du Brésil, le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, réuni à Saint-Domingue, République Dominicaine, les 1 et 2 avril 2016 :

**Ratifie** son engagement en faveur de la démocratie, le respect de la volonté du peuple qui s'est exprimée librement au travers des bulletins de vote s'avérant fondamental.

**Exprime** sa solidarité avec le peuple brésilien et ses institutions démocratiques.

**Est d'avis** que toutes les personnes impliquées dans des actes de corruption, que ce soit les corrompus ou les corrupteurs, doivent être traduites en justice pour répondre de leurs actes.

**Attire l'attention** sur l'intention de lancer une procédure politique de destitution de la Présidente Dilma Roussef, alors même que cette dernière a été élue par les électeurs de manière constitutionnelle.

Il n'est pas acceptable qu'un gouvernement élu par son peuple soit remplacé dans le cadre d'une procédure n'ayant jusqu'ici apporté aucune preuve incriminante pour la Présidente de la République, et qui porterait un véritable coup à la volonté souveraine du peuple.

Il n'existe pas de souveraineté plus forte que celle du peuple.



## **| LA CEI, LE CAUCASE ET LA MER NOIRE**

L'IS lance un appel à l'arrêt immédiat des affrontements entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens

4 AVRIL 2016

L'Internationale socialiste a suivi avec grande inquiétude les hostilités et affrontements qui se sont produits au cours des dernières 48 heures entre les Azerbaïdjanais et les Arméniens, se soldant par la perte regrettable de nombreuses vies.

Notre Internationale lance un appel pour un cessez-le-feu immédiat et un arrêt de ces hostilités, tout en rappelant la nécessité urgente de la reprise du dialogue dans le cadre du Groupe de Minsk, un organisme accepté par l'Arménie et l'Azerbaïdjan et reconnu par les organisations multilatérales, afin de résoudre par la négociation et conformément aux principes du droit international le conflit de longue date au Haut-Karabakh.

C'est l'absence d'une perspective de solution, dans l'atmosphère existante d'agression et de course à l'armement, qui a entraîné les hostilités actuelles. Notre Internationale répète la nécessité d'un plus grand engagement de la communauté internationale dans son ensemble pour exercer son influence en faveur de la paix entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais.

Sur la base du dialogue mené au sein de notre Internationale par nos partis membres en Arménie et en Azerbaïdjan, nous leur demandons de participer activement à ce processus.



## | VENEZUELA

L'IS dénonce la déclaration d'inconstitutionnalité de la loi pour l'amnistie et la réconciliation au Venezuela

12 AVRIL 2016

L'Internationale Socialiste dénonce le grave mépris de la volonté souveraine du peuple vénézuélien et l'usurpation de pouvoir par la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême (TSJ) du pays suite à son annonce hier déclarant l'inconstitutionnalité de la loi pour l'amnistie et la réconciliation nationale qui avait été approuvée par une majorité à l'Assemblée nationale le 29 mars dernier.

La victoire écrasante aux élections à l'Assemblée nationale début décembre 2015 se fondait sur une proposition claire aux citoyens : une loi d'amnistie qui autoriserait la normalisation de la vie politique vénézuélienne et la réconciliation des citoyens. Trois mois après avoir pris leurs fonctions, les représentants de l'Assemblée nationale tiennent cette promesse mais sont empêchés, par une TSJ fortement remise en cause dont les pouvoirs semblent dominés par le parti au pouvoir, de respecter les souhaits du peuple vénézuélien.

L'Internationale regrette profondément que le régime du président Nicolás Maduro, au lieu d'accepter l'offre faite par l'opposition pour faire progresser le dialogue, en commençant par une loi qui libérera les prisonniers de conscience et autorisera le début de la normalisation du pays, tourne le dos à cette opportunité et se réfugie derrière des organes institutionnels autoritaires qui lui sont favorables, retardant l'avènement d'une plus grande démocratie, qui sera instaurée au Venezuela tôt ou tard.

L'Internationale réitère sa solidarité envers la grande majorité des Vénézuéliens qui se sont exprimés en décembre dernier en faveur du changement, et son engagement sans faille envers la cause de la démocratie au Venezuela. En présence d'une situation comme celle-ci, l'aliénation ou le scepticisme n'est pas la réaction à adopter. La démocratie est la seule manière de construire un Venezuela plus libre, plus juste et offrant de meilleures opportunités pour tous. Nous resterons toujours aux côtés du peuple vénézuélien dans ses efforts pour atteindre ces objectifs.



## **| GAMBIE**

L'IS dénonce la répression criminelle des manifestants et l'arrestation du leader du parti membre de l'IS en Gambie

12 AVRIL 2016

L'Internationale Socialiste dénonce vigoureusement la violente répression de ces derniers jours, par les forces de sécurité du gouvernement en Gambie, des manifestants demandant une réforme électorale et le droit à la liberté d'expression, et l'arrestation aujourd'hui d'Ousainou Darboe, leader du Parti démocratique uni (UDP), membre de l'IS, après une descente de police chez lui, et la détention d'autres dirigeants et militants du parti qui s'y étaient rassemblés.

Avant son arrestation, Darboe avait dénoncé la violente répression des manifestants et déclaré qu'ils iraient réclamer la libération des détenus et exiger la remise du secrétaire de l'organisation du parti, Ebrima Solo Sandeng, après des rapports qu'il avait été torturé à mort en prison pour avoir participé aux manifestations.

Darboe avait déclaré que les manifestants n'avaient rien fait de mal et exerçaient simplement leur droit constitutionnel, ajoutant que lui-même et d'autres membres du parti exigeraient la libération de leurs camarades détenus, dont plusieurs femmes, qui selon les rapports, sont gravement blessés.

L'Internationale Socialiste est profondément inquiète et condamne vigoureusement la violence et les graves violations des droits humains perpétrées par le gouvernement contre l'opposition politique en Gambie et exige une clarification totale du sort du secrétaire de l'organisation de l'UDP, Ebrima Solo Sandeng et des autres personnes arrêtées en même temps que lui, ainsi que la libération immédiate du leader de l'UDP, Ousainou Darboe, et de ses collègues.

Notre Internationale lance un appel aux autorités pertinentes de l'Union africaine et au Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'agir de manière urgente pour protéger les droits de tous ceux qui sont actuellement gravement menacés en Gambie. L'Internationale Socialiste demande aussi à ses partis membres au gouvernement de faire des représentations au gouvernement de Gambie pour la libération immédiate d'Ousainou Darboe et de toutes les personnes détenues. Nous appelons également à tous les membres de la communauté internationale de demeurer vigilants face aux développements en Gambie, où le président Yahya Jammeh, ancien officier de l'armée qui avait initialement saisi le pouvoir lors d'un coup d'État en 1994, est connu pour sa répression de l'opposition.

L'Internationale Socialiste fera tout son possible pour contribuer à la réalisation des aspirations et objectifs de son parti membre et des forces démocratique en Gambie pour le développement d'une société de liberté et de droits, et d'une démocratie efficace. Les élections présidentielles prévues pour décembre cette année doivent devenir pour la première fois dans l'histoire politique du pays, véritablement libres et justes.



*Ousainou Darboe, leader arrêté de l'UDP Gambie, avec le Secrétaire général de l'IS au cours d'une récente réunion à Londres dans les bureaux de l'IS*



## | GUINÉE ÉQUATORIAL

Un si long chemin vers la démocratie

26 AVRIL 2016

Personne n'a été surpris lorsque le président de la Commission électorale nationale de Guinée Équatoriale a annoncé les premiers résultats préliminaires des élections présidentielles qui se sont déroulées le dimanche 24 avril dans ce pays. Avec quelques 10 % des votes comptabilisés, les résultats montraient un pourcentage de 99,2 % des voix favorables au président sortant Teodoro Obiang, à la tête du pays depuis 37 ans. Il n'est nullement nécessaire d'attendre les résultats définitifs, qui devraient être publiés dans trois jours, car la différence sera négligeable. À toutes les élections qui ont été organisées sous son mandat, il a réalisé des scores allant de 95 à 99 %.

Le principal parti d'opposition, la Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), parti membre de l'Internationale Socialiste, ainsi que la coalition du Front d'opposition démocratique (FOD), ont boycotté les élections, dénonçant leur manque de crédibilité vu l'absence de conditions démocratiques et le harcèlement et les intimidations constantes auxquels se heurte l'opposition.

Malgré ses réserves de pétrole qui font la richesse de ce petit pays, son peuple continue à souffrir en grande partie de la pauvreté, des inégalités, de l'injustice et du manque d'opportunités. Tout est fait pour étouffer les forces d'opposition, telles que la CPDS, et les empêcher de participer à la vie politique du pays. Dans ces conditions et l'environnement répressif qu'elles engendrent, les élections sont strictement contrôlées, ne sont pas fiables et ne sauraient être considérées démocratiques.

Obiang sera certainement déclaré vainqueur de ces élections par le président de la Commission électorale nationale, Clemente Engonga Nguema, qui occupe en même temps le poste de Ministre de l'Intérieur et de Vice-premier ministre de son gouvernement, ce qui lui permettra de reconduire son mandat présidentiel pour 7 ans, jusqu'en 2023.

Le peuple de Guinée Équatoriale n'a pas fini de parcourir le long chemin qui mène à la démocratie. Notre Internationale se déclare solidaire de ce peuple et de son parti membre, la CPDS, ainsi que de toutes les autres forces démocratiques d'opposition qui tentent de faire entendre leur voix. Il appartient à la communauté internationale d'en prendre acte et c'est le monde tout entier qui doit entendre leur appel.



## | RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Délégation de l'IS d'observation des élections en République Dominicaine

13-16 MAI 2016

Une délégation de l'Internationale Socialiste était en République dominicaine du 13 au 16 mai pour observer les élections présidentielles, législatives et municipales dans ce pays le dimanche 15 mai. L'alliance qui comprend le PLD et le parti membre de l'IS, le PRD, a gagné une majorité dans ces élections et le président sortant, Danilo Medina, a été réélu au premier tour du scrutin, avec près de 62 % des voix.



*Roberto Rosario, président de la Commission électorale centrale (centre gauche) avec les membres de la délégation de l'IS, SI Secrétaire général Luis Ayala (centre droit), Bernal Jiménez, SI Vice-président, PLN, Costa Rica (à gauche) et Victor Benoit, SI Vice-président, Fusion, Haïti (à droite)*



*Certains des membres de la délégation de l'IS (de gauche à droite): Jorge Farfán (APRA, Pérou), Luis Florido (VP, Venezuela), Bernal Jiménez, (Vice-président de l'IS, PLN, Costa Rica), Peggy Cabral (PRD, République dominicaine), Luis Ayala (Secrétaire Général de l'IS), Victor Benoit (Vice-président de l'IS, Haïti), Edgar Zambrano (AD, Venezuela) et Timoteo Zambrano (UNT, Venezuela)*

---



| VISITE À L'ANTARCTIQUE

| RAPPORT DE LA  
COMMISSION SMD

| REUNION DE LONDRES

| RAPPORT DE LA  
COMMISSION SMD

| IMAGES (22)

| IMAGES



| COMMISSION SUR LES INÉGALITÉS



## Vaincre les inégalités dans l'économie mondiale – un plan d'action globale

| 03-04 JUIN 2016



Latifa Perry

La Commission de l'Internationale Socialiste sur les inégalités a tenu sa première réunion les 3 et 4 juin 2016 à Bruxelles, accueillie par le Parti socialiste belge (PS). La Commission a été établie par l'IS dans le but de suggérer des idées neuves, et des concepts et politiques innovant(e)s afin de vaincre les inégalités dans l'économie mondiale. La Commission compte parmi ses membres un certain nombre de chefs et anciens chefs d'État et de gouvernement, ainsi que d'autres leaders de tous les continents, pour pouvoir tirer parti de leur expérience acquise à la tête d'un gouvernement dans des domaines liés aux problématiques qui sont du ressort de la Commission.

Étaient présents : le leader du PS belge hôte et président de la Commission, **Elio Di Rupo**, ancien premier ministre de la Belgique et vice-président de l'IS ; **George Papandreou**, président de l'IS et ancien premier ministre de la Grèce ; **Luis Ayala**, secrétaire général de l'IS ; ainsi que les membres de la Commission, **Laura Chinchilla**, ancienne présidente de la République du Costa Rica ; **Eero Heinäluoma**, ancien premier ministre-adjoint de la Finlande, ancien ministre des finances et président du Parlement, vice-président de l'IS ; **Ricardo Lagos**, ancien président de la République du Chili ; **Marian Lupu**, ancien président de la République de Moldavie, ancien ministre de l'économie, leader du Parti démocratique de Moldavie (PDM) et vice-président de l'IS ; **Richard Parker**, professeur d'économie et de politiques publiques à l'Université de Harvard, ancien conseiller du sénateur Kennedy, ancien président de l'ADA (Americans for Democratic Action), membre du Parti démocrate américain ; **Anand Sharma**, ancien ministre des affaires étrangères et du commerce et de l'industrie de l'Inde, leader adjoint du Congrès National Indien et leader adjoint du groupe parlementaire INC au Parlement indien ; **Mohamed Bazoum**, ministre de l'intérieur du Niger et président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), présent au nom de **Son Excellence Mahamadou Issoufou**, président de la République du Niger et membre de la Commission ; et **Ajay Bramdeo**, représentant l'Union Africaine, au nom de **Nkosazana Dlamini-Zuma**, présidente de la Commission de l'Union Africaine et membre de la Commission. La Commission compte également parmi ses membres **Saleem Mandviwalla**, ancien ministre des finances du Pakistan, sénateur du Parti du peuple pakistanais (PPP), et président du Comité des finances du Sénat pakistanais.

Sur les deux jours de réunion, les participants ont convenu que les inégalités étaient l'un des enjeux les plus graves menaçant nos démocraties, nos sociétés et notre avenir commun, et que le principal objectif de la Commission était de définir des mesures concrètes pouvant être prises par le mouvement social-démocrate afin de réduire les inégalités. Lors de cette première réunion, les participants ont identifié plusieurs notions globales ayant trait aux inégalités et souligné qu'un effort global coordonné serait nécessaire pour confronter et inverser

les inégalités économiques croissantes au sein des sociétés et entre les sociétés, les pays et les régions du monde.

Les participants ont unanimement soutenu la notion d'accès à l'éducation en tant qu'outil puissant de réduction des inégalités chez les générations à venir. Réduire les inégalités signifie défendre la gratuité de l'éducation dans les pays développés, où elle est de plus en plus menacée, et redoubler les efforts pour élargir les services d'éducation dans les pays en développement, en mettant l'accent sur tous ceux qui n'ont pas pu accéder à une éducation par le passé, à savoir les plus pauvres et les filles. Les membres de la Commission ont toutefois observé que, dans de nombreux pays, les jeunes générations sont déjà les mieux éduquées de toute l'histoire, mais qu'elles continuent à souffrir d'un manque d'opportunités en matière d'emploi enrichissant et de sécurité de l'emploi. L'éducation pour tous est la condition sine qua non d'une société plus égalitaire, mais ce n'est pas un remède universel pour pallier aux diverses causes des inégalités.

Des inquiétudes ont donc été exprimées face à la prévalence de la hausse du chômage, qui a empêché beaucoup de ceux qui sont en âge de travailler et détiennent les qualifications nécessaires d'avoir cette opportunité. Les discussions sur l'emploi ont également touché à la question du commerce et des droits des travailleurs, qui sont étroitement liés aux inégalités. L'érosion des droits des travailleurs est une cause majeure des inégalités à travers le monde ; les accords de commerce doivent donc inclure des droits fondamentaux pour les travailleurs, qui permettraient aussi aux gouvernements démocratiques de repousser les tentatives des grandes multinationales qui tirent parti de leur puissance économique pour exercer leur influence sur les gouvernements, ce qui conduit à l'aggravation des conditions de travail.

Un lien a été clairement identifié entre l'action pour lutter contre le changement climatique et la lutte contre les inégalités - les deux tâches les plus cruciales du 21<sup>e</sup> siècle. Les inégalités dans l'économie mondiale sont également reflétées dans la disparité des émissions par habitant entre les pays développés et les pays en développement, et leurs responsabilités en termes d'émissions historiques. C'est également vrai que le principe de responsabilités partagées mais différenciées, bien connu des négociations sur le changement climatique, peut s'appliquer à la lutte contre les inégalités. Bien que l'action sur les inégalités soit nécessaire partout, étant donné que les points de départ ne sont pas les mêmes et les stades de développement économiques disparates, la nature précise de cette action est très différenciée.

La démarche différenciée qui serait requise afin de lutter contre les inégalités figurait au centre des discussions, et les participants ont apporté des perspectives locales sur les problèmes les plus urgents à résoudre au niveau de leur pays et de leur région. D'où l'importance d'une composition diversifiée de la Commission, qui est l'un de ses grands atouts. On a souligné qu'il n'existait pas de démarche universelle adaptée à toutes les situations, et donc, que les conclusions de la Commission devaient respecter les différents enjeux qui se présentent sur chaque continent.

Les participants de l'UE et des États-Unis ont noté l'impact de la « grande récession » sur les niveaux d'inégalité, du fait que la croissance post-récession s'accumule à un niveau disproportionné entre les mains des plus riches. Le problème de la concentration des richesses entre les mains des 1 % les plus fortunés, continue à persister au niveau régional et mondial. Une solution proposée pour redresser cette injustice serait d'explorer des manières d'augmenter l'impôt sur le capital, qui, dans de nombreux pays, est actuellement fixé à un taux inférieur à l'impôt sur le revenu.

En Amérique du Sud, le problème des inégalités est d'une importance primordiale car, en dépit du développement économique et de la hausse des revenus moyens, on n'a pas réussi à les réduire significativement. Pour les membres de la Commission, ceci montre qu'on attache bien trop d'importance à des critères tels que le PIB par habitant pour déterminer quelles sont les économies florissantes. Une fois que les revenus annuels grimpent au-dessus d'un seuil d'environ 20 000 dollars par habitant, la corrélation est beaucoup plus forte entre l'égalité économique et le bien-être général qu'entre le montant des revenus et le bien-être ; c'est l'une des raisons pour lesquelles la Commission a soutenu les efforts pour donner plus de prééminence au coefficient de Gini, afin d'intégrer la distribution des revenus en tant que mesure du développement.

La notion de justice économique est un principe vital pour de nombreux pays en développement, particulièrement en Asie qui représente 60 % de la population mondiale et où le développement reste essentiel à la réduction de la pauvreté. En Asie, la hausse des revenus est une première étape cruciale vers la réduction des inégalités. Néanmoins, les participants ont souligné que les inégalités, loin d'être uniquement une question de revenus, étaient très liées à la sécurité alimentaire, aux prestations sanitaires et à l'éducation.

Les membres des pays d'Afrique ont soulevé la question du lien entre les conflits, l'insécurité et les inégalités. Les inégalités au niveau international accentuent la pauvreté, qui est source de conflit. Le manque de sécurité porte également atteinte aux efforts des gouvernements démocratiques pour mettre en œuvre les politiques qui entraîneraient une réduction des inégalités. Ce sont des enjeux particulièrement ressentis dans la région du Sahel en Afrique.

Au terme de cette première série de discussions sur la lutte contre les inégalités au niveau mondial, les membres de la Commission se sont mis d'accord sur une série de politiques fondamentales qui doivent être mises en œuvre

pour obtenir la réduction des inégalités, notamment : mettre fin aux paradis fiscaux ; mettre en œuvre une taxation plus progressive ; explorer des manières d'imposer le capital à un niveau supérieur aux salaires, si nécessaire ; créer un lien entre le PIB et le coefficient de Gini, comme mesure de la prospérité ; réaffirmer le rôle crucial de l'éducation comme condition préalable à la réduction des inégalités ; mettre fin aux discriminations basées sur le genre, la nationalité et l'appartenance ethnique ; réformer les institutions internationales afin qu'elles reflètent les réalités contemporaines ; conjuguer justice économique, justice climatique et réduction des émissions ; intensifier la lutte anticorruption ; lier le salaire minimum aux revenus moyens ; enfin, chercher à régler les conflits afin d'apporter la stabilité qui est nécessaire à la réduction des inégalités.

La Commission se réunira prochainement à Niamey, capitale du Niger, sur invitation de Son Excellence *Mahamadou Issoufou*, président de la République du Niger et membre de la Commission, dans la première moitié du mois de Septembre. La réunion de Niamey permettra de développer, d'approfondir et de poursuivre les discussions et d'avancer vers la préparation d'un rapport complet sur les inégalités. Le prochain Conseil de l'IS à Genève, au mois de juillet, inclura des discussions sur le thème des inégalités, à l'occasion desquelles les membres de l'IS de toutes les régions du monde auront l'opportunité de contribuer au débat et à l'élaboration du rapport de la Commission.

---

## ACTIVITÉS APPARENTÉES

Réunions et rapports de la Commission de l'IS sur les questions financières mondiales

04 FÉVRIER 2013

---

A la recherche d'accords significatifs à la COP17 07-09 DÉCEMBRE 2011

---

La Commission de l'IS et des ministres de l'environnement établissent des priorités et objectifs pour Durban

30-31 OCTOBRE 2011

---

L'espoir retrouvé à Cancun | 14 DÉCEMBRE 2010

---

Au Mexique, l'Internationale Socialiste définit les priorités pour la COP16

26-27 NOVEMBRE 2010

---

Si vous recherchez une réunion antérieure, veuillez consulter la section [BIBLIOTHEQUE](#).

